Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Communistes-de-France-au-21eme

I have a dream

Communistes de France au 21ème siècle :

- S'organiser... -

Date de mise en ligne : dimanche 31 janvier 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Essai (Janvier 2010)

Francis Arzalier

« Soyons réalistes, exigeons l'impossible ».
Ernesto Che Guevara.

Sommaire

I Droit d'inventaire.

*** Fidélité**
*** Faut vivre**
*** Stalinien, vous dis-je**

II Pathologie d'un parti communiste.

*** Comment meurt un parti révolutionnaire**
*** Opportunisme et carriérisme en « démocratie libérale »**
*** Agir en politique ou vivre de la politique ?**
*** Un champ de ruines à l'échelle du monde**

III Le capitalisme aujourd'hui.

*** La société de manipulation**
*** Un manipulation mondialisée**

IV Images du monde et réalités de l'impérialisme.

*** Définir des concepts discutés**
*** 1900 à 2010 : des empires coloniaux au droit d'ingérence kouchnérien**
*** Une nouvelle colonisation ?**

V Le monde a besoin du communisme.

*** Un capitalisme à détruire**
*** Réformisme et révolution**
*** Le communisme en ses principes**

VI Echecs, dérives et perversions du communisme.

*** Le « grand Jacques » et sa trahison**
*** Le « socialisme réel »**

Copyright © Le Vénissian

*** Perversions asiatiques du communisme**
*** Les dérives sont-elles inhérentes au communisme en actes ?**
*** Des objectifs contre les dérives oppressives**

VII Etat des lieux 2009.

*** Le PCF en « risque » d'implosion**
*** Les marges « rouges » du PCF**
*** Fils de Marx, et de Trotski et Bakounine**

VIII I have a dream : le parti des communistes de France au 21ème siècle.

I Droit d'inventaire.

Fidélité

Cinquante et trois années que j'endossais l'idéal communiste : conversion peu à peu transformée en conviction profonde, au gré d'évènements qui ont pu l'affiner, l'affirmer, raison de vivre qui me tient toujours, au terme d'un si long accouplement et projet d'avenir : cinquante ans qui me donnent le droit de formuler un avis en forme de bilan, lecture du passé

Cinq décennies de mariage, et pas une infidélité, une longévité bien rare, en ces temps où le reniement rétribué donne le ton, où le faux bon sens redit à satiété qu'il est anormal de ne pas être révolutionnaire et altruiste à vingt ans, imbécile de ne pas être égoïste et repu à soixante. Il est vrai que beaucoup d'anciens trublions boutonneux de 68 gèrent aujourd'hui le CAC 40, la presse inféodée, les conseils d'administration et ministères de la régression sociale. Il est vrai que Serge July, Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit et quelques autres sont aujourd'hui la caricature bien nourrie des privilégiés qu'ils pourfendaient naguère : grand bien leur fasse, je nous préfère fiers de l'idéal de nos seize ans, même s'il a fallu pour cela le frotter aux aspérités du réel, se départir à l'occasion des livrées trop étroites, vieillies, qui tombaient en lambeaux. Il y a cinq décennies, je n'ai pas signé de contrat à vie avec une organisation quelconque, avec une autre église infaillible. Un parti, une association ne sont pas l'idée, mais outil pour y parvenir. Changer d'outil est parfois nécessaire pour demeurer fidèle à l'idéal.

Les fulgurances du vieux Marx éclairent toujours le nouveau siècle, autant qu'en 1848 « le manifeste communiste ». Je ne suis pas de ceux qui tiennent le moindre de ses paragraphes pour vérité révélée, pour nouvelles sourates du Coran ou paraboles d'Evangile. Ses exégètes moscovites des années de plomb jdanoviennes eussent fait s'esclaffer le barbu hirsute de Trèves, juif athée, allemand internationaliste, intellectuel acharné à dynamiter la bourgeoisie qui lui assurait sa provende, un curieux homme en quelque sorte. Mais un cerveau dont jaillissait pour la première fois une définition claire et définitive de ce qui fait un communiste, en 1848, 1956, ou en 2010.

Faut vivre Cet air désespéré que chantait Mouloudji aux années 80, est toujours actuel pour nombre d'entre nous, les veufs inconsolés d'une religion morte.

En 1956, pour un lycéen venu d'autres horizons, devenir communiste ne signifiait qu'une chose : c'était entrer au

PCF, la seule force alors (1 électeur sur 4 en 1956) qui rejetait « l'ordre capitaliste », l'inégalité régnant entre patronat et ouvriers, entre peuples colonisés et conquérants européens. Plus encore, la seule mouvance politique organisée partout en France, avec son quasi million d'adhérents-militants, qui proposait une autre société sans exploiteurs, crédible parce qu'elle existait sur une bonne part de la planète. Un leurre ? Voire Le prestige de l'URSS victorieuse de l'enfer nazi ne touchait pas que les communistes : les lycéens d'aujourd'hui seraient ahuris de constater les dithyrambes consacrés en 1953 à Staline défunt par des journaux conservateurs comme Paris Match, si leurs professeurs consentaient un moment à enseigner les faits, plutôt qu'à leur distiller trop souvent un antisoviétisme quasi pathologique. Cet illustré prestigieux était de droite, mais savait que deux tiers de ses lecteurs avaient vu en Stalingrad les premiers pas vers la défaite du nazisme. A cette date, beaucoup de Français ignoraient tout des dimensions néfastes du moustachu du Kremlin, et se vantaient d'être staliniens comme une autre légion d'honneur, qu'on n'achetait pas, celle-là. Le tombereau d'insultes déversées sur le tyran mort, par certains dirigeants soviétiques eux-mêmes en 1956, ouvrit certes quelques yeux en France, mais les diatribes de Khrouchtchev décrivant un Staline semblable au dictateur détraqué de Chaplin pendant la guerre, ne pouvait guère convaincre les foules. Il fallut près de vingt ans encore pour que les soixante-huitards convertis aux lois du marché transforment le mot « stalinien » en insulte pour tout communiste : qualificatif aussi peu scientifique que l'analyse de Khrouchtchev transformant son père protecteur en bouc émissaire. Les deux attaques conjointes ont réduit un PCF hésitant à la défensive, aux contradictions permanentes, incapable qu'il était d'analyser sérieusement les tares dont devait mourir le modèle soviétique : le parti-état autoritaire et bureaucrate, les pratiques de grande puissance prenant trop souvent le pas sur la solidarité avec les révolutionnaires du Tiers Monde (par exemple, le soutien inconditionnel de Nasser et des nationalistes FLN contre les communistes égyptiens et algériens), l'opportunisme et le carriérisme apolitique des élites dirigeantes (qui sauront souvent se diluer dans les cadres du capitalisme restauré après 1990), etc Ces tares inhérentes au système, ajoutées à l'obligation faite à l'URSS d'engloutir ses richesses dans un énorme budget militaire, capable de répondre aux menaces nucléaires de l'Occident, ont condamné l'économie et la société soviétique à la stagnation, au recul, et finalement à la mort.

L'historien Roger Martelli, après d'autres, a écrit en 2008 une histoire électorale du PCF : il a glissé de près de 30% de suffrages en 1945, à 19% en 1958, 10% en 1981, à 2% en 2007. Parallèlement à ce désaveu révélé par les urnes, et c'est beaucoup plus grave, le PCF a perdu durant les deux dernières décennies sa substance militante, les cellules d'entreprise et ses bataillons de diffuseurs de presse. Dès 1986, on ne voit plus guère de militants présents sur les marchés, de collecteurs au porte à porte, de distributeurs de tracts aux gares le matin. Le nombre d'adhérents, vieillis, plus guère militants sauf en période électorale, fait du « 1er parti de France » une ombre de lui-même, réduit souvent à l'activité municipale en quelques bastions peu à peu grignotés.

Adhérent de ce PCF déclinant, puis moribond, durant quarante années, je ne pouvais que m'indigner de cette punition, largement méritée par ailleurs. Sans résultat, il faut le dire, et ce fut vécu comme un drame par quelques milliers d'entre nous, blessés, meurtris, de se retrouver dans un champ de ruines, inutiles, insultés

Staliniens, vous dis-je.

Parmi ces insultes gratuites, il en est une particulièrement inepte, et pourtant devenue en France, de nos jours, la croyance commune : c'est le qualificatif de stalinien, jeté comme un crachat sur chaque communiste.

Comment ne pas s'inscrire en faux quand on a connu, cinquante ans durant, la pratique des communistes français au quotidien, quand on peut témoigner de son propre enthousiasme de néophyte lycéen.

C'était alors le conflit algérien - on disait les évènements pour ne pas dire guerre un peuple soulevé pour briser le mépris colonial. J'en ai vécu les retombées dans ce lieu pourtant protégé de province française, l'internat du lycée de Mende. Alors que j'étais en classe de première et me découvrais communiste, les discussions sur l'Algérie, les attentats, les ratissages, étaient animées dans la cour. Parmi les internes de terminale, un certain Ourabah, fils

Copyright © Le Vénissian

adoptif du grand psychiatre marxiste Tosquallès, de Saint Alban (par ailleurs anti-fasciste portugais chassé de son pays par le fascisme). Ourabah, donc, était bien seul à défendre le droit des Algériens à l'indépendance, face à un groupe plus ou moins hargneux. Ce fut, autant qu'il m'en souvienne, ma première intervention politique publique, à ses côtés, confirmant la validité de mon adhésion toute neuve. Que serait venu faire Staline là dedans ?

Ce fut pareil ensuite en militant parmi les étudiants à Montpellier. Alors que l'université était peuplée pour un bon tiers de jeunes pieds-noirs fortement teintés d'OAS, nous nous battions, parfois physiquement, avec ceux parmi eux qui promenaient la croix celtique en tendant le bras « à la romaine ». Quand le pugilat avec « les fascistes » était inégal, il nous arrivait d'obtenir le soutien de quelques maçons communistes des chantiers voisins, et je puis affirmer que nos copains « gros bras » n'étaient en rien motivés par leur jugement sur Staline, jugements par ailleurs fort divers.

Puis le temps a passé. Militant dans le nord et en Ile de France, élu même de 1975 à 1983, j'ai eu, plus que je l'aurais voulu, à découvrir et supporter, un peu trop en silence (l'autocensure pour ne pas aider l'ennemi a toujours été le péché mortel des militants) les petits dévoiements, glissades carriéristes, opportunistes, autoritaires, parmi les dirigeants de mon parti.

En 1978, à peine élu au Conseil Général, je fus convié en grand secret chez lui par le dirigeant fédéral du Val d'Oise, et je fus ahuri de l'entendre me proposer de remplacer au pied levé Claude Weber, qui présidait les élus PCF du département. Naïf, je demandai s'il était au courant du projet, dont la seule raison invoquée était sa fonction de député. La réponse, embarrassée, entraîna un refus de ma part, et à tort, je gardai tout pour moi : que n'avons-nous alors dénoncé ce fonctionnement interne à deux vitesses, le vulgum pecus apte à coller les affiches, ignorant tout des tactiques feutrées de la minorité décisionnelle, renouvelée par cooptation, entre deux votes rituels ; une structure clientéliste, où l'on n'accède au second cercle que grâce à son goût du pouvoir, à la servilité envers ceux qui vous ont choisi, sauf à les trahir pour d'autres protecteurs.

Peu après, la dérive des moeurs s'est aggravée, et le déclin électoral aidant, la tactique digne de Machiavels de banlieue a souvent remplacé le bon sens politique. En 1980, la candidature de Georges Marchais aux présidentielles était délibérément occultée par les médias. Un meeting avec lui était programmé dans le Val d'Oise, à Montigny, pourvu d'un maire aux dents longues que la direction fédérale avait promu, au détriment du député communiste local : le deal que j'avais refusé trois ans avant, lui l'avait accepté.

En 1981, il fallait, selon les tacticiens du Val d'Oise, « crever le mur de silence dressé par les médias », faire enfin parler de la candidature de Marchais. Ce fut réalisé par une campagne choc sur les méfaits de la drogue dans la région. Elu du secteur, j'en fus au démarrage, lors d'une conférence de presse qui donna lieu à un entrefilet dans les feuilles de choux locales. C'est alors que, délibérément, il fut décidé par les dirigeants fédéraux (malgré l'opposition honnête ou lucide de certains) d'organiser devant le domicile d'un petit dealer de cannabis à Montigny, un meeting dénonciateur. Quand ce projet fut annoncé, dans le bureau du maire, je me souviens avoir demandé comment dans ce cas, éviter l'accusation de racisme, le dénoncé étant marocain. La réponse en forme de silence gêné était claire : on sait le risque, on le prend délibérément.

Ni le député du secteur, ni moi-même, ne fûmes conviés à cet acte de délation publique, qui fit naître une véritable tornade médiatique de plusieurs semaines. Il y eut du monde au meeting de Montigny, certes, et une véritable meute de journalistes et photographes du monde entier, mais à quel prix politique, quand on endosse la livrée de la xénophobie, du flicage répressif, et cela pour grappiller quelques suffrages ?

Absence de démocratie interne ? Opportunisme électoral ? Carriérisme et corruption par le pouvoir ? Tout cela est fâcheusement vrai. Mais quel rapport avec Staline et ses dérives gouvernementales que, à tort certainement mais de toute évidence, la plupart des militants ignoraient, n'ayant adhéré ni pour, ni contre lui.

Copyright © Le Vénissian

C'est en 2000 enfin, après vingt ans d'opposition interne sans autre résultat que l'accumulation de griefs, que je me résolus à être communiste hors le PCF. La participation sans condition de ses ministres à un nouveau gouvernement socialiste, alors même que les adhérents consultés avaient refusé cette allégeance, fut la goutte débordant du vase. Et Staline n'y était pour rien !

II Pathologie du Parti Communiste Français

Comment meurt un parti révolutionnaire

L'amalgame entre le communisme et ses dérives au 20ème siècle n'a pas évidemment favorisé les luttes anticapitalistes en France : contrairement à l'opinion largement répandue, il n'est pas la cause essentielle du déclin du PCF depuis cinquante ans, et de l'extinction annoncée qui menace. Elle tient d'une part aux mutations inattendues de la société française, et plus encore, certainement, aux errements, au discrédit d'une organisation qui fut depuis 1920 un acteur essentiel des luttes contre le capitalisme en France, et cessa de l'être finalement.

Notre pays a beaucoup changé au cours des derniers cinquante ans. Cela s'est traduit notamment par un démantèlement progressif, accéléré depuis les années 80, des assises sociales du PCF : les grandes entreprises nationalisées lors de la défaite du nazisme et du pétainisme, Renault, la SNCF, EDF, GDF, ont été privatisées, découpées. Elles ne sont plus les « forteresses ouvrières » de 1947 ou 68, quand les journaux pouvaient titrer : « quand Renault tousse à Billancourt, c'est la France entière qui s'enrhume ». Depuis vingt ans, la destruction des grandes concentrations salariales, mines, métallurgie, textile, s'est faite au détriment des effectifs ouvriers, au profit numérique des « cols blancs », répartis en bureaux d'études isolés ou petits ateliers en sous-traitance. La « mondialisation » capitaliste est venue parachever ce démantèlement organisé de la classe ouvrière française, grâce aux délocalisations vers les pays à bas salaires et à plus fort taux de profit. Parallèlement, un volant de chômage constant de 8 à 10% de la population active, a permis au patronat de réduire de façon drastique les capacités de résistance des ouvriers. La majorité d'entre eux relèvent aujourd'hui de contrats précaires, à durée limitée, et constatent que la grève n'a plus son efficacité antérieure. Ajoutons à ces diverses mutations sociales, présentées comme une fatalité par tous les gouvernements français depuis 1980, y compris ceux de gauche avec participation du PCF, que l'apport migratoire, à peu près constant et nécessaire depuis quatre-vingt-dix ans dans une France à faible natalité autochtone, a profondément changé depuis les décennies 30 à 50 du 20ème siècle. Les émigrés venus d'Algérie, d'Italie ou d'Europe centrale fuyaient alors la surexploitation coloniale, le fascisme, les pogroms racistes : ils se sont massivement insérés dans les luttes sociales animées par les communistes français. Le mouvement national algérien, la résistance antinazie de la MOI, ont été au départ parrainés par le PCF. Après 1970, la majorité des migrants venus en France, arrivent parfois animés d'idées et de comportements conservateurs : le fait nouveau est qu'ils ont fui souvent les régimes « progressistes » du Tiers Monde, d'Europe orientale, d'Asie. L'apport massif des « nouveaux immigrés » et de leurs descendants de deuxième et troisième génération, ignorant tout du passé de luttes sociopolitiques d'une classe ouvrière française dont ils forment parfois aujourd'hui la majorité, a encore plus déstabilisé un PCF qui s'est révélé totalement incapable de les intégrer. Désemparés à leur égard, les dirigeants du PCF ont hésité entre des dérives xénophobes totalement inacceptables (dénonciation publique de dealers marocains à Montigny en 1981) et la naïveté démagogique irresponsable consistant à proposer la liberté totale, incontrôlée, des flux migratoires au bénéfice du patronat.

Les causes objectives du déclin du PCF en cinquante ans ne manquent pas ; elles n'auraient pas entraîné un état quasi comateux pour l'organisation sans ses dérives idéologiques depuis trois décennies au moins. Certes, le parti a souvent commis des erreurs tactiques dès sa naissance en 1920 : absence de démocratie interne, malgré les références rituelles aux soviets et à la Commune de Paris, autoritarisme de type militaire présenté abusivement comme une copie conforme du bolchevisme, etc, mais avec ses défauts et son aveuglement vis-à-vis des dérives staliniennes, il a été pleinement, durant quarante ans tout au moins, un outil révolutionnaire efficace : cela lui a

Copyright © Le Vénissian

permis de jouer un rôle éminent dans les luttes sociales victorieuses de 1936, d'être l'animateur essentiel de la résistance antinazie, l'artisan des conquêtes multiples de la Libération, et un vecteur fondamental des luttes contre le colonialisme français et l'impérialisme américain, de 1947 à 1980.

Mai 68 fut en quelque sorte le chant du cygne de cette France dont l'histoire était vertébrée depuis deux siècles par la classe ouvrière. Comme tous les évènements fondateurs, le tsunami de mai se décompose en mouvements parallèles, à la fois combinés et divergents :

- à l'image du reste du monde, la révolte , d'abord d'une jeunesse étudiante et lycéenne, qui ne constituait, à l'inverse d'aujourd'hui, qu'une petite frange des jeunes Français en général, dont la majorité n'accédait ni à l'université ni aux sursis d'incorporation ;

- si cette agitation fut le détonateur indéniable, le « 2ème mai 68 », selon la formule d'Alain Badiou (L'hypothèse communiste - éd.Lignes, Clermont-Ferrand, 2009) fut « la plus grande grève générale de toute l'histoire française », avec manifestations monstres et occupations d'usines : du jamais vu, plus fort qu'en 1936, et du jamais revu depuis. La classe ouvrière et sa culture progressiste y servaient de référentiel ; le moindre inculte politique en révolte y discourait de Marx, Trotsky, Mao, Che Guevara ou Rosa Luxembourg, des combats de la Commune ou du Palais d'hiver ; l'idée était alors communément admise que la marche vers le progrès social et politique n'est pas une simple aspiration d'individus réfléchissant le monde, mais une « nécessité objective » inscrite dans la réalité par le biais de la classe ouvrière ; une génération plus tard, ce postulat est mort, l'idée banalisée est que la clase ouvrière a disparu et la lutte de classes avec : croyance d'autant plus paradoxale que si les grandes entreprises se sont effectivement délitées, le prolétariat au sens originel du terme (qui ne possède rien sinon sa force de travail) est beaucoup plus nombreux qu'en 1917 et souvent plus exploité qu'auparavant ; même si par ailleurs la corruption d'une large partie de ses membres s'est étendue : quelques actions, quelques « intéressements aux bénéfices » peuvent faire du salarié un fidèle de Sarkozy, ils n'en font pas un capitaliste véritable.

Opportunisme et carriérisme en « démocratie parlementaire »

Mais progressivement, les aspirations internes déjà présentes à l'opportunisme, au carriérisme, ont gagné du terrain. Les multiples pouvoirs locaux et nationaux conférés par l'élection dans un pays capitaliste de régime parlementaire, les prébendes possibles pour des permanents mués en bureaucrates de l'organisation, sollicités par des entreprises en quête de marchés publics, sont, si l'on n'y prend garde, un poison mortel pour un parti révolutionnaire : elles transforment les meilleurs des militants en personnages serviles à leurs chefs et péremptoires au commun des adhérents, prêts à toutes les concessions politiques pour perpétuer leur pouvoir et leurs revenus.

Après 1980, à ces tendances lourdes, inhérentes au fonctionnement du PCF, s'est ajouté le maelström consécutif à l'effondrement de l'URSS et du « camp socialiste » européen. Nombre de cadres militants du PCF, qui n'avaient eu tout au long de leur vie comme cadre de référence idéologique que le modèle du « socialisme réel » d'Europe orientale, le découvraient irrémédiablement vicié, mensonger, et mortellement atteint quand ils l'avaient cru perfectible et immortel. Toutes leurs certitudes s'effondraient. Ils découvraient à la fois l'absence totale de convictions révolutionnaires de certains dirigeants au pouvoir à l'est, prêts à se convertir aux délices du capital, et que l'impérialisme guerrier pouvait être aussi le fait d'une grande puissance « socialiste ». L'invasion ratée du Vietnam par la Chine, la désastreuse aventure soviétique en Afghanistan ont à cet égard transformé des milliers de cadres du PCF, désemparés, en « gestionnaires du possible », astreints à tous les opportunismes, pour conserver la seule réalité tangible qui leur restait, leur pouvoir d'élu local ou national, de responsable politique ou économique lié au parti.

Tels sont les mécanismes qui ont amené le PCF à s'engluer de plus en plus à partir des années 80, dans la stratégie suicidaire dite « d'Union de la Gauche ». Il était logique de rechercher avec les partis de l'ectoplasme réformiste, des

Copyright © Le Vénissian

alliances politiques de combat contre les conséquences du capitalisme. Mais sous prétexte d'alliance, l'objectif fut très vite, dès 1981 et l'élection de Mitterrand, le compromis avec un parti socialiste dominant, grâce aux concessions nécessaires à assurer des succès électoraux et, parfois des ministères. Au fil des ans, le PCF perdait toute influence en cautionnant par sa présence au gouvernement de la gauche les privatisations, la dégradation sociale, alors que le PS, de plus en plus droitier, se renforçait. Le compromis politique devenait allégeance, ajoutant encore au discrédit de l'organisation, à sa perte de substance militante. Le processus s'acheva au congrès du PCF de 1994 où les équipes dirigeantes opportunistes, accoutumées à la servilité vis-à-vis du PS pour pérenniser leur pouvoir menacé, incarnées par Robert Hue, entamaient une « mutation » qui signait la mort du parti révolutionnaire né en 1921. Organisme électoraliste et non plus fer de lance des luttes, force d'appoint de « la gauche », le PCF serait en état de survie à chaque consultation électorale, au gré de ses alliés dominants.

La période récente démontre, s'il le fallait, que l'opportunisme est toujours plus fort quand l'organisation est moribonde. Au printemps 2009, un scrutin aurait pu permettre au PCF d'affirmer haut et fort que les institutions européennes ont toujours été l'arme du capital contre les libertés conquises par les peuples du continent, et qu 'elles ne sont pas réformables. Evidence d'autant plus grande, qu'il eut été seul à la dire, à se faire ainsi porte-voix de la majorité des salariés français : ils ont, il y a deux ans, voté NON à la constitution européenne. Au lieu de ce message clair, le PCF fait miroiter « une autre Europe », billevesée utopique dans un ensemble continental profondément réactionnaire. Rien d'étonnant quand on a intégré un « parti de gauche européen », qui oblige à accepter le postulat d'Union Européenne, contre un substantiel financement. Mieux, dans le cadre de sa campagne occultée par les grands médias, des militants du PCF ont choisi de faire parler d'eux en allant distribuer des préservatifs devant Notre-Dame de Paris, sous prétexte de dénoncer les âneries réactionnaires du pape. Provocation médiatique, qui fit venir les journalistes et s'esclaffer tous les badauds. Faut-il avoir envie de quelques électeurs !...

Agir en politique ou vivre de la politique ?

Les spécialistes qui se piquent de quelques teintures marxistes s'évertuent à juste titre à déceler le rôle de l'intérêt matériel dans la motivation des acteurs de l'histoire ; curieux paradoxe, les mêmes répugnent à se servir de cette grille de lecture pour l'historiographie du PCF, et la réduisent à ses dimensions idéologiques : un peu comme si l'on traitait des gens d'église catholique en France en 1789 uniquement à partir de leurs controverses dogmatiques, en occultant leurs énormes richesses terriennes et leurs privilèges fiscaux.

Dès l'origine en 1921, le PCF, ses adhérents, ses militants et son encadrement, ne sont pas seulement tiraillés entre modérantisme réformiste et volonté de transformation révolutionnaire ; ils sont soumis à une interrogation permanente : qui va diriger, orienter le parti ? ses adhérents, ouvriers, paysans, intellectuels, qui vivent tant bien que mal de leur métier et font de l'action politique un idéal, un rêve, ou ceux d'entre eux qui vivent de la politique en professionnels rétribués ?

Lors du congrès de Tours fondateur, la réponse se veut très claire : les délégués socialistes qui font naître le PCF, se reconnaissent dans une révolution russe qui proclame la paix, la terre aux paysans, les usines aux ouvriers, et les soviets élus et révocables. Ce faisant ils expriment aussi leur rejet des notables et élus du parti qui ont soutenu l'esprit de guerre impérialiste jusqu'à participer au gouvernement « d'Union Nationale ».

Le jeune PCF est donc, jusqu'à l'outrance, celui des mineurs syndiqués des corons, des ruraux besogneux de l'Allier, des anciens combattants sortis meurtris de l'enfer des tranchées ; les notables, rescapés de l'ancienne structure comme Frossard, éphémère secrétaire du PCF, retournent vite à la « vieille maison » SFIO, emportés par le grand vent de « bolchévisation » qui vient de l'Internationale léniniste.

De ce fait, le PCF a été amené à imiter un parti bolchévik qui a toujours connu une situation très différente de celle de la France, la clandestinité, l'absence à peu près totale de libertés individuelles et collectives, l'état de guerre : ce

Copyright © Le Vénissian

mimétisme a eu ses effets pervers, la multiplication de professionnels de la révolution, dont l'origine prolétarienne et le dévouement ascétique n'empêchent pas l'éloignement de la vie réelle et l'autoritarisme brutal. C'est à partir de là aussi que s'est développé un mode de fonctionnement dans lequel les « cadres », qui savent mieux analyser en termes théoriques, décident de tout, y compris de ceux qui leur succéderont ; les dirigeants seront ainsi promus par cooptation, extraits du peuple militant et les congrès ne feront qu'entériner ou affiner ces promotions au risque de choisir les plus serviles, qui sont toujours les plus médiocres.

Ce système est déjà bien installé au PCF dès les années 30, où de purs militants, bardés de leur idéal et de leurs certitudes, se transforment parfois en « fonctionnaires » du parti, attentifs à la moindre inflexion tactique des dirigeants, et fort peu aux aspirations de cette classe ouvrière dont ils se veulent l'émanation. Cette mutation de salariés militants en « responsables » rétribués pour leur fonction est d'autant plus fréquente que le passage au statut de permanent est en général un voyage aller sans retour quels que soient les désirs ultérieurs de l'intéressé : les employeurs refusent de réengager un ancien permanent considéré comme perturbateur ; et en quelques années, l'évolution des méthodes de production a réduit à peu de choses la qualification professionnelle du technicien absent de son poste de travail.

Toutefois, durant les grands évènements de cette période, Front Populaire et grèves de 36, guerre d'Espagne et Résistance, les bureaucrates ne décident pas, finalement, d'un PCF massivement engagé dans les conflits de classes : les militants occupant en 36 les usines, les diffuseurs de la presse et ceux qui quêtent pour la République espagnole, ne sont pas pour la plupart des professionnels de la politique ; et si quelques cadres dirigeants croient bon à l'automne 40 de négocier un accord illusoire et contre nature avec les occupants nazis, d'autres militants, dispersés, en Bretagne ou en Aquitaine, posent les premiers jalons de la résistance communiste.

Le PCF, malgré un « centralisme démocratique » affirmé, dans lequel le centralisme prévaut souvent sur la démocratie, garde dans l'après-guerre assez d'énergie militante et de fraternité réelle pour animer les grandes luttes populaires, contre les guerres coloniales et l'impérialisme américain, pour les conquêtes sociales et le socialisme.

C'est durant la 4ème et surtout la 5ème République, du fait même de ses succès électoraux, dans un système politique français, combinant capitalisme et parlementarisme, que le cancer du professionnalisme politicien conquiert peu à peu le PCF : dans toutes les régions de France, surtout après 1975, la génération des anciens dirigeants souvent issus de la résistance et des luttes sociales, laissent place à de plus jeunes devenus souvent permanents puis élus dès la fin de leur jeunesse étudiante en perdant rapidement tout contact avec leur profession d'origine.

Très souvent ces « professionnels », du ministre au manutentionnaire, ont certes une idéologie plus ou moins assurée, une éthique plus ou moins forte ; mais leur motivation essentielle est de perpétuer leur « situation », les revenus et les pouvoirs qui en découlent, si modestes soient-ils ; et cette tendance est encore plus forte en période de chômage massif à la fin du 20ème siècle.

La députée écologiste Martine Billard, qui connaît bien les Verts parisiens pour en avoir été avant d'adhérer au Parti de gauche de Mélenchon, explique ainsi leur ralliement opportuniste à l'ultra-libéral Cohn-Bendit : « J'estime à 2000 le nombre d'élus et de salariés politiques, sur 5000 adhérents réels ». Le même phénomène, plus intense parfois, a transformé le PCF, vidé de la plupart de ses militants bénévoles en 20 ans, notamment dans des banlieues populaires, comme la Seine Saint Denis, ou le Val d'Oise (10.000 adhérents en 1980, 10 fois moins aujourd'hui). Les élus, nationaux ou locaux, leurs collaborateurs rétribués, la nébuleuse de salariés municipaux, intercommunaux, d'Offices HLM, etc., qui en dépendent, donnent le ton au PCF autant qu'au Parti socialiste avant le Congrès de Tours Faut-il ajouter que les 10.000 élus du PCF apportent au parti la majeure partie de ses ressources financières officielles, alors que les cotisations d'adhérents n'en représentent qu'environ 10% (moins que le financement d'état). De ce fait, le PCF vit les échéances électorales futures, 2010, 2012, dans une contradiction aux limites de la schyzophrénie : leur proximité idéologique pousse une part des adhérents à lorgner vers l'extrême gauche

Copyright © Le Vénissian

anticapitaliste ; le désir de conserver les élus et leur réseau clientéliste amène les responsables à perpétuer la défunte « union de la gauche » avec le PS, les Verts, voire le MODEM, au mépris de toute cohérence idéologique.

Un champ de ruines à l'échelle du monde

La France n'est certes pas, en matière de déliquescence de la force communiste organisée, un cas unique. Parmi ceux des PC qui jouaient dans la cour des grands dans un pays capitaliste, la dégringolade italienne est plus spectaculaire encore : une influence énorme en 1960, la mutation en une chose (« a cosa ») à peine réformiste en fin de siècle, et l'effondrement final des communistes de « Rifondazione », punis d'avoir complaisamment cédé au crétinisme ministériel en compagnie d'une gauche ralliée au « marché », à l'Europe des capitaux, voire au cléricalisme. Pour la première fois depuis la pendaison de Mussolini, il n'y a plus aucun communiste au parlement à Rome, et l'héritage de la résistance antifasciste est tous les jours démantelé.

Certains PC européens tentent la survivance en se diluant dans un fourre-tout politique où des communistes côtoient écolos antinucléaires, sociaux-démocrates de gauche et pacifistes prédicants. Cela peut marcher électoralement un temps comme en Allemagne, Die Linke s'y nourrit des souvenirs nostalgiques de la défunte RDA. Mais très rapidement, l'addition des différences, en politique, aboutit à une soustraction : Izquierda Unida en Espagne se contente de 4%, la gauche démocratique suédoise de 5%. Moins, bien souvent que ceux des PC ancrés sur leur identité, dont le prototype est celui de Grèce, qui dépasse 8%, et joue un rôle important dans les luttes populaires. Dans les pays capitalistes développés, celui du Japon est proche du même niveau ; mais tous les observateurs notent qu'il ne parvient guère à capitaliser la contestation croissante aujourd'hui des inégalités liées au capitalisme et de l'alignement sur les USA : les mangas marxistes sont des best-sellers à Tokyo en 2009, en décalage total avec le réformisme prudent des dirigeants du PC. Il faut aller dans l'univers indien, ou au Népal voisin, pour rencontrer des partis communistes fortement teintés du maoïsme originel, liés aux luttes populaires, et dépassant parfois le tiers du corps électoral.

Le tableau n'incite pas davantage à l'optimisme dans les pays qui ont restauré le capitalisme après 1989. Les ex-PC au pouvoir en Europe de l'est se sont convertis au réformisme européen le plus plat, aux vertus conjuguées du marché et de l'OTAN, et certains de leurs cadres ont endossé sans états d'âme les habits de managers du capital. De Sofia à Varsovie, en passant par Budapest ou Tallin, ces « ex » avides de pouvoir et disposés à tous les reniements, ont donné du grain à moudre à l'extrême droite, et disqualifié pour des décennies l'idéal communiste. En Pologne, en Bulgarie, en Hongrie, il faut assidûment chercher pour découvrir de-ci de-là des groupuscules qui s'y réfèrent. Dans ce naufrage, surnagent seulement les PC Tchèque et de Russie, qui n'entraînent dans le meilleur des cas que 17% des électeurs : leur avenir est loin d'être tracé, tiraillés qu'ils sont entre un rôle salvateur d'animateur des luttes, pour le mieux vivre et la paix, et les nostalgies inefficaces d'un « socialisme réel » qui ne fait plus rêver que les vieillards.

Serait-ce la fin d'une histoire, au gré des désirs de certains ? Sûrement pas, mais prévoir les échéances d'une renaissance communiste dans le monde et en Europe serait absurde. Une seule chose est certaine, elle ne sera pas, elle ne saurait être une simple redite des Internationales passées, même si l'existence actuelle de partis communistes au pouvoir à Pékin, La Havane ou Hanoï, en sera une dimension parmi d'autres. Même si le maelström « bolivarien » qui secoue l'Amérique latine contribuera aussi au renouveau du communisme.

III « Le capitalisme aujourd'hui »

La société de manipulation

Copyright © Le Vénissian

Cette décrépitude des PC ne serait pas très grave (elle est après tout méritée), si le monde était devenu l'éden laborieux et pacifique promis par les fidèles du marché après 1989 : ce n'est à l'évidence pas le cas, la règle du profit capitaliste s'est étendue au monde entier, les inégalités de revenu sont plus grandes aujourd'hui qu'en 1960, et les processus de domination sont davantage encore la règle entre les peuples. Les rues de Paris ou Moscou se sont peuplées de sans abris, et des foules d'hommes du sud fuient leurs pays pour les richesses d'Occident, au péril de leur vie.

Jamais le monde et la France en particulier n'ont eu autant besoin du communisme, objectivement. Jamais pourtant les foules prolétaires (qui ne possèdent que le fruit laborieux de leur cerveau et de leurs bras) n'ont autant rejeté cette option depuis un demi-siècle. Notre monde, objectivement, est mûr pour le passage au socialisme égalitaire, il s'en est éloigné subjectivement depuis la victoire des peuples sur le nazisme : l'immédiate après-guerre a connu l'euphorie de la décolonisation, les avancées du « welfare state », les deux dernières décennies ont vu l'inverse, régression sociale et chômage, émigration forcée, exploitation et guerres, rétrécissement conservateur et xénophobie des esprits : c'est bien d'une contre-révolution qu'il s'agit, d'une contre révolution dans le capitalisme

N'en déplaise à ceux qui ont transformé « l'écologie », science des équilibres naturels, en doctrine politicienne irrationnelle à l'usage des « bobos » bien nourris, le terme « société de consommation » pour caractériser le capitalisme actuel est faux, insultant pour les millions d'hommes et d'enfants qui survivent dans les rues d'Afriqueou de Paris. Le philosophe hongrois Lukacs parlait beaucoup plus justement de « société de convoitise », suscitant des besoins pour en tirer profit, sans avoir aucunement pour objectif de les combler. Lukacs, il y a des décennies, n'avait pas vu le nouveau siècle : on peut parler aujourd'hui de « société de manipulation ». Les premiers marxistes, naïfs, pensaient qu'il suffirait que la majorité de la population soit prolétarisée, exploitée, pour désirer le basculement révolutionnaire. Les siècles 20 et 21 démontrent le contraire : une foule de pauvres diables maltraités par la vie quotidienne, perdant chaque jour un peu plus de droits et de bien être, comme dans la France ou l'Italie actuelles, ne sont pas pour autant plus revendicatifs. Désinformés, abreuvés jour et nuit de fausses évidences, par la télévision, les journaux « populaires », les supports musicaux et visuels les plus divers de l'idéologie, ils forment le cheptel électoral des Sarkozy, Berlusconi. Cheptel volatil, certes, au gré des sondages, mais le monarque républicain, un jour élu, dispose de plusieurs années pour réaliser régressions sociales et politiques, malgré le mécontentement suscité : on nomme cela « démocratie », on l'offre en modèle au reste du globe, et le tour est joué. Italie et France en 2009 sont en ce domaine cas d'école, dirigées toutes deux par des démagogues incultes, mais qui ont bien compris les mécanismes actuels de l'accès au pouvoir. Il suffit pour cela de contrôler le discours des médias, et notamment des télévisions quotidiennes, par le biais d'un essaim de lèche-bottes, technocrates, et actionnaires. Leur capacité à imposer une image, une croyance dans le public, est un phénomène historique nouveau, dont n'ont pu disposer aucun des potentats du passé, Louis XIV ou Bonaparte. Le petit écran peut, lui, faire accepter pour vrai n'importe quel fait imaginaire, quelques jours en tout cas, assez longtemps pour basculer la marche de l'histoire. Ainsi, en 1989, la terre entière a-t-elle cru aux massacres imaginaires de Timisoara , le temps d'organiser dans l'indignation générale l'exécution du Roumain Ceausescu, bureaucrate travesti en Dracula, le temps d'un procès télévisé. Elu grâce aux médias, Sarkozy président a mis en scène, à l'image d'une star du rock, ses palinodies sexuelles. Ses concurrents du PS aux présidentielles avaient eux lancé, grâce aux médias, une candidate dont l'image BCBG était supposée compenser l'ineptie du discours. Cette idéologie politicienne de l'image échoue parfois, mais elle assure l'essentiel en France : le monarque président, même déconsidéré, démantèle ce qui restait des droits acquis en 1945. En Italie, Berlusconi et la droite effacent tant qu'ils peuvent, l'héritage de la Résistance et du PCI.

Une manipulation mondialisée

Cette manipulation contemporaine des esprits, d'une intensité inégalée dans l'histoire, parce que d'une technicité inégalée, ne touche pas que les pays développés, les quelques uns qui se donnent pour modèles de libertés individuelles, et s'arrogent le droit de l'imposer au reste du globe, au nom d'une « communauté internationale » réduite aux quelques uns du G8. La manipulation régit aussi les relations qu'on dit nord-sud faute de mieux, entre pays ex-colonisateurs qui ne sont plus qu'impérialistes, et peuples africains, latinos, d'Asie et Pacifique, qui sont

Copyright © Le Vénissian

réduits comme au plus beaux temps des Lyautey et Borgeaud, à brader leurs richesses non renouvelables, minerais, sources d'énergie, à importer produits manufacturés et nourriture. Faute de développement, c'est-à-dire d'industries transformatrices, la grande majorité des Africains, des Boliviens et autres « indigènes », ont pour avenir unique le chômage, la pauvreté, « l'informel » pour survivre, même quand la multiplication des écoles et universités d'après l'indépendance leur a donné des compétences qui valent bien celles des rivages européens. Et, déversée journellement par agences de presses et feuilletons télé élaborés en occident, l'image d'un paradis développé inondant de richesses ceux qui ont la chance d'y vivre, est devenue une idée reçue. A Alger, les jeunes rêvent d'un visa, comme à Dakar, ou de fuir vers l'Eldorado, et les antennes paraboliques en sont la cause autant que l'égoïsme parasitaire des « élites » de leur pays. Comment ce rêve ne tarauderait-il pas les esprits, quand on sait qu'un jeune diplômé de Bamako gagne par mois, avec un travail régulier, 50000 francs CFA au maximum (une soixantaine d'euros), et souvent bien moins que cela, s'il survit de petits commerces « informels », comme les trois quarts des hommes de son âge. Le sac de riz vaut à lui tout seul 15000 francs CFA, et un loyer mensuel tout autant. Comment pourrait-il ne pas vouloir de cet Eden occidental, où le même travail lui rapporterait, lui dit-on, jusqu'à 1000 euros, sinon plus, comme on le voit dans les sitcoms ? Car le mirage est en partie né d'une réalité : les immigrés maliens envoient au pays, à leur famille, près de 200 millions d'euros par an : un pactole qui assure la survivance au Sahel, et le condamne à un perpétuel non-développement, vidé qu'il est de ses « capacités », des plus instruits, des plus actifs, par saignée migratoire.

Résultat du déséquilibre nord-sud, des foules partent clandestinement pour rejoindre l'Europe, du Sénégal et de Mauritanie par mer vers les Canaries espagnoles, du Niger par le Sahara vers Tunisie et Libye, avant la Méditerranée vers l'Italie. Cette forme contemporaine de la traite est parfois mise au devant de l'actualité par ses aspects les plus spectaculaires : conditions scandaleuses de traitement des clandestins dans les « centres de rétention », à Lampedusa, aux frontières hispano-marocaines, chasses à l'homme de-ci de-là, qui émeuvent à juste titre les humanistes européens. Mais la réalité, plus grave, apparaît peu : bien qu'il n'existe pas de chiffres fiables en la matière, il faut savoir que cette traite sud-nord d'aujourd'hui, tous trajets confondus, ce trafic clandestin concerne chaque année des hommes et femmes par centaines de milliers. Le seul reporter, italien, qui ait suivi au péril de sa vie les convois de clandestins du Sahel en Méditerranée (Fabrizio Gatti-Bilal- Liana Levi, 2007) estime à 15000 par mois le nombre de ceux qui traversent le Sahara du Niger en Libye. Il décrit aussi l'enfer qu'ils vivent, grugés, exploités, abandonnés à la mort dans le désert, par tous ceux qui tirent profit de la traite, passeurs libyens ou égyptiens, soldats et policiers avides et sadiques, nomades tamasheq, car si la traversée du Sahara est pour les clandestins une loterie, elle est un rapport assuré pour toute une faune de prédateurs, de criminels, qui valent bien les esclavagistes d'autrefois, comme d'ailleurs le patronat européen avide d'exploiter au maximum les « sans papiers » parvenus au terme du voyage. L'Europe parfois s'émeut des centaines de clandestins qui se noient en Méditerranée (10% parait-il, de ceux qui tentent la traversée). Elle doit savoir que tout autant laissent leurs os le long des pistes du désert

Du fait de la traite atlantique, 12 à 13 millions d'Africains ont été déportés vers Amérique et Caraïbes en trois siècles, de 1560 à1860, soit en moyenne 43000 par an. Au moins 15 millions furent amenés sur les rivages de la Méditerranée, Mer Rouge ou Océan Indien, par les traitants esclavagistes arabes, sur une période beaucoup plus longue, du 7ème au 19ème siècle : cette « traite arabe » transsaharienne a donc fait traverser le désert à quelques 4 à 5000 Africains par an en moyenne, aux périodes de plus forte intensité. En tout état de cause, la traite contemporaine vers l'Europe concerne chaque année au moins le double des déportés d'autrefois !

Et le sort de ces « transportés » d'aujourd'hui n'est pas meilleur : le taux de mortalité sur les navires négriers d'il y a trois siècles n'atteignait pas celui des clandestins africains morts au désert ou en mer en 2009.

Il existe toutefois une différence fondamentale entre ces deux phénomènes, aussi criminogènes l'un que l'autre : aucun futur esclave des plantations antillaises, au 18ème siècle, n'est monté sur le bateau négrier autrement que contraint. Les transportés d'aujourd'hui, victimes de la société de manipulation mondialisée, partent de leur plein gré, économisent, risquent jusqu'à leur vie, souvent avec l'accord de leur famille

Copyright © Le Vénissian

Il faut à ce sujet mesurer les limites du réseau mondial d'informations et d'échanges par le biais d'internet ; il prétend aboutir à la démocratie universelle, à la liberté totale d'expression, dégagée de toute contrainte d'état, d'institution, de tout pouvoir politique ou financier. Il est vrai que cette « blogosphère » permet à des millions d'individus, condamnés sans cela au silence de s'exprimer d'un continent à l'autre ; les militants révolutionnaires auraient bien tort de ne pas l'employer mais ils doivent le faire sans s'illusionner : ce contact virtuel, dans l'océan d'affirmations incontrôlées, d'analyses plus ou moins confuses et hâtives, ne remplacera jamais le texte politique, le meeting, le débat public, la manifestation. D'autant plus que ce flot mondial d'informations transite à tout instant par des serveurs, des logiciels, des capitaux contrôlés par les USA, les puissances impérialistes et leurs services de renseignement ; et ce monde inégalitaire étant ce qu'il est, l'usage d'internet est encore fort limité hors l'Occident industrialisé, et les idées reçues dans le monde du net, par le biais de Google notamment, sont imprégnées de l'idéologie commune à l'Occident, féru de capitalisme libéral et de « démocratie parlementaire » ; enfin, il faut bien constater que ce réseau mondial est une arme, d'une puissance inouïe, et, comme toutes les armes, ambivalente : elle peut contribuer au rassemblement libérateur des exploités, suppléer au déficit des organisations en déshérence ; elle peut aussi, à l'occasion, rameuter pour l'impérialisme, dans un autre continent : les « services » occidentaux, CIA nord-américaine, MI6 britannique, Mossad israélien, ont ainsi été très actifs par le biais d'internet en Ukraine en 2006, en Iran en 2009, et s'efforcent de l'être en Chine, du Sin Kiang au Tibet.

Nous ne sommes qu'aux débuts du capitalisme mondial de manipulation.

IV Images du monde et réalités de l'impérialisme

Ce n'est pas à partir de la réalité que se forgent nos convictions, mais de l'image que l'on en a. Il suffit donc de maîtriser la fabrication et la diffusion des images du monde pour s'assurer de l'opinion des foules : telle est la découverte majeure des sectateurs du capitalisme au cours du 20ème siècle.

Jusqu'à la décennie 80, le PCF était encore capable d'actionner son réseau interne d'écoles militantes, de cellules, de sections, fédérales et « centrales ». Durant un demi-siècle, elles ont apporté à des milliers de salariés une culture communiste de base, qui manque aujourd'hui cruellement aux adhérents, livrés autant que d'autres à la manipulation médiatique des idéologues du capital. On y parlait exploitation, classes sociales, rôle de l'Etat, on y définissait « scientifiquement » l'impérialisme, la nation, le socialisme. Certes, cet enseignement relevait trop souvent d'une vulgate simplifiée, qui devait plus à Politzer, philosophe assassiné par les nazis, et aux auteurs soviétiques qu'au père Marx lui-même. Il armait néanmoins la cohorte des militants autodidactes, d'une approche rationnelle des concepts politiques et sociaux, fut-ce avec un peu de suffisance. En 2010 de nombreux adhérents, même frottés à l'Université, endossent généralement en toute bonne foi, les versions manipulées du monde, assénées par tous les médias, à commencer par la télévision : les résistants armés palestiniens, irakiens ou afghans sont terroristes, et les occupants israéliens ou occidentaux des tenants de la liberté des femmes ; l'URSS était le goulag, la révolution au Venezuela, à Cuba, est une atteinte aux droits de l'homme ; les classes sociales n'existent plus, à l'exception de la « classe politique », dont les tares servent à discréditer les élus au profit des technocrates autoproclamés d'inspiration monarchique ; les salariés n'ont plus de droits conquis par la lutte des classes, mais des privilèges inacceptables, etc, etc.

Cet ensemble idéologique, d'autant plus insidieux qu'il repose sur la manipulation sémantique, et se targue d'apolitisme, ne se limite pas aux bulletins d'information télévisés, qui se résument bien souvent aux faits et dits du prince et de ses fidèles. Il transpire aussi bien des « séries » françaises autant qu'américaines, des jeux « tranches de vie », magazines people », variétés chantées, etc. Cet univers médiatique contrôlé par le capital et ses tenants, fabrique de toutes pièces un monde pacifié, frivole et illusoire, « un endroit tranquille, dominé par la royauté, le crime, les soins de beauté, le sport, la pornographie et les animaux », selon la définition prémonitoire de George Orwell en 1946. C'est encore plus vrai aujourd'hui, à condition de remplacer la « royauté » britannique par le bling-bling des

Copyright © Le Vénissian

stars de pacotille, et les palinodies des monarques élus, Berlusconi ou Sarkozy. L'influence de ce dernier a d'ailleurs amené en 2009 les grandes chaînes françaises à ne parler que faits divers, imaginaires ou réels, dans les bulletins « d'information ». Point n'est besoin, pour obtenir ce résultat, d'exercer une censure tatillonne sur les quelques dizaines de professionnels du journalisme qui ont accès à l'image et décident des contenus, il suffit de bien les choisir. La formule méprisante d'Orwell est encore aujourd'hui de pleine actualité : « Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet. »

Dans ces conditions, le premier rôle d'un mouvement révolutionnaire est de fixer en objectif la prise de contrôle des médias, télévision en tête, par la nation dans sa diversité, et d'abord, en priorité, de redonner à ses adhérents, aux simples citoyens qu'il influence, l'antidote pédagogique et sémantique sans lequel aucune lutte populaire ne saurait aboutir. Un parti de transformation sociale ne peut avoir qu'une tâche prioritaire : définir clairement, rationnellement, avec ses militants, les réalités sociales en antagonismes de classes, le rôle de l'Etat dans la société capitaliste et le socialisme, l'impérialisme et la nation. Dans un monde beaucoup plus mondialisé qu'en 1917, où les sociétés transnationales font la loi aux peuples, où les risques de guerre s'accroissent, quand le moindre événement est annoncé dans l'heure au continent le plus lointain, il faut en urgence éclairer ces concepts qui enserrent le globe et lui donnent du sens, peuples, nations, impérialisme.

Définir des concepts discutés

Tout au long du 20ème siècle, le flot de ceux, nombreux, qui se reconnaissaient marxistes, a apporté des approches diverses, en théorie, parfois en actes : peuple, nation, impérialisme même, signifient choses fort différentes pour le socialiste autrichien Otto Bauer en 1898, Rosa Luxemburg en 1914 ; Staline, Trotski, Mao Ze Dong, Ho Chi Minh ou Che Guevara ont des conceptions fort différentes des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ne redonnons pas vie à un débat que seul peut éclairer le contexte historique mouvant, et gardons-nous de proposer une nouvelle approche dogmatique, à prendre ou à laisser.

Sur cet océan de disputes défuntes surnagent quelques analyses expérimentées par l'histoire. La définition majeure de l'impérialisme qu'il voyait en « stade final du capitalisme », fut élaborée par Lénine alors que les puissances occidentales industrialisées se partageaient l'Afrique, l'Asie et l'Amérique en grands empires coloniaux, et s'apprêtaient à envoyer leurs peuples s'entrégorger : de 1914 à1918 eurent bien lieu de furieuses mêlées continentales pour le partage en zones d'influence, chasse gardées où exporter des capitaux, et traire des profits pour les firmes capitalistes.

Non seulement cette définition rationnelle n'a pas été démentie par les faits au 20ème siècle, mais elle vit encore en 2010, quand le Congo voit piller ses richesses minières et la guerre embraser ses forêts, organisée par les boursiers et les gouvernements de Washington, Londres, Paris ou Bruxelles, par prédateurs locaux interposés. La seule évolution notable en quelques décennies est la domination absolue de sociétés privées transnationales, réunissant des actionnaires de tous les pays même si leurs sièges sociaux sont pour la plupart en Occident. Elles agissent et font profit, se disputent les parts de marché en niant les frontières et les gouvernements. Leurs moyens financiers sont d'ailleurs très souvent supérieurs aux budgets de chacun des Etats africains. Elles font aussi la démonstration par l'exemple de l'hypocrisie mensongère du discours néo-libéral : il réfute l'Etat et le détruit quand il est protecteur de services publics menacés par la cavalcade du profit, mais le renforce en monarchies démagogiques et en moyens de destruction et de terreur. L'armée des USA dispose ainsi de 45% du total mondial des dépenses militaires et joue partout le bras armé de l'impérialisme occidental, avec ses supplétifs dévoués d'Europe et d'Israël.

Seule interrogation ; jusqu'au coeur du 20ème siècle, l'impérialisme tel que décrypté par Lénine, était indéniablement le produit du capitalisme essentiellement colonial, exploiteur, contraire aux droits des peuples. Il était donc logique

Copyright © Le Vénissian

d'espérer que toute part d'humanité qui romprait avec le capital et sa logique, que tout Etat socialiste ne porterait plus en lui cette excroissance mortifère, n'aurait plus aucune raison de traiter les peuples voisins en butin à glaner.

En matière internationale, la logique confine parfois à la naïveté, le 20ème siècle l'a prouvé. Il est vrai que l'URSS et ses alliés ont objectivement soutenu les mouvements progressistes du monde, contre l'impérialisme, et permis par exemple le grand souffle décolonisateur des années 1950 à 1970. Nos colonialistes français le savaient bien, du parti socialiste à l'OAS, qui prétendaient lutter pour sauver l'Occident en fusillant les Algériens. Mais cette évidence historique établie, on ne peut nier quelques dérives embarrassantes, amenant des Etats indéniablement socialistes à tenter d'imposer leur loi aux peuples « frères » moins pourvus en hommes, en ressources minérales ou autres : le complexe « grand-russien » ne disparut certes pas avec la Révolution de 1917, et le nationalisme chinois au Vietnam a toujours été une menace après 1949. L'histoire détaillée, argumentée des dérives de grande puissance entre pays du « socialisme réel » reste certainement à faire. Elle ne peut être assimilée d'un trait à l'impérialisme occidental, un simple exemple le démontre : alors que toutes les métropoles occidentales confinaient leurs zones d'influence en Afrique ou Asie à n'être que friches industrielles fournisseurs de matières premières à bas prix, l'URSS alimentait ses pays « satellites » en Europe ou Asie Centrale en pétrole, métaux, leur permettant ainsi de nourrir leurs usines. N'en déplaise à d'ineffables « soviétologues » comme Carrère d'Encausse, la RDA était plutôt « l'atelier du camp socialiste » que son désert industriel, et les républiques caucasiennes furent fidèles à l'URSS plus longuement que la Russie. Deux certitudes en tout cas dans tout cela :

- L'impérialisme existe toujours, et génère la guerre, que ses porte paroles soient souriants comme Obama ou hargneux comme l'était Bush.

- On ne peut se dire communiste si on l'accepte, où que ce soit, quels que soient ses travestissements, qu'il soit colonial et israélien, étasunien ou britannique en Irak, occidental et français en Afghanistan, qu'il prétexte une religion ou les « droits de l'homme » contre la volonté des peuples.

Car si l'impérialisme est de même logique depuis plus d'un siècle, il n'a cessé d'évoluer, de ruser avec les opinions qu'il manipule. 1900-2010 : Des empires coloniaux au « droit d'ingérence » kouchnérien

Durant le premier tiers du 20ème siècle, l'impérialisme s'est traduit essentiellement en empires coloniaux, vastes chasses gardées des métropoles industrielles occidentales, réservoirs de matières premières, de sources d'énergie et d'hommes, qu'ils soient astreints au travail forcé ou tout simplement esclaves comme un siècle auparavant. En tout cas, une humanité réduite par les colonisateurs à un flot d'individus sans histoire, sans culture, sans identité autre que « raciale » (« les Noirs », « les Arabes », « les Jaunes »). La logique coloniale ne se contente pas de vouer les peuples à la conquête et à la sujétion ; elle nie leur existence même et à fortiori leur droit à l'existence politique, de devenir une nation, de choisir leurs dirigeants et leur destin. Les dirigeants français, héritiers d'un Etat centralisé séculaire, ont découpé le peuple algérien en départements prétendument comme les autres, et les peuples d'Afrique Noire en mosaïque artificielle décidée à Paris, au mépris des réalités culturelles et géographiques. Paradoxalement, c'est contre ce mépris du colonisateur que la plupart des peuples subsahariens accouchent de nouvelles nations africaines.

Face à cette version coloniale de l'impérialisme, la logique et l'honneur du mouvement communiste mondial, dès la Révolution de 1917, fut la proclamation du droit intangible de chaque peuple à l'autodétermination, aux côtés des mouvements de libération nationale. Ainsi le jeune PCF, séparé à Tours du parti socialiste notamment sur la question coloniale, a bataillé jusqu'à l'outrance en faveur des Marocains insurgés du Rif, des condamnés d'Indochine, et aidé à la constitution du Mouvement National Algérien de Messali Hadj. Ce faisant, les communistes furent amenés à juste titre à soutenir les nationalismes émergeants aux colonies : ce ne fut pas sans contradictions, car toute idéologie nationaliste est fondamentalement différente de l'idéal communiste : elle sacralise la nation, nie l'existence en son sein de la lutte des classes, de conflits nécessaires entre exploiteurs et exploités. L'alliance entre

Copyright © Le Vénissian

les deux courants était justifiée contre le statut colonial, elle pouvait dériver vers le suicide du mouvement révolutionnaire quand les dirigeants soviétiques ou du PCF incitèrent les communistes des pays arabes à se fondre dans le nationalisme FLN ou Nassérien après 1960.

La défaite du nazisme et de ses alliés en 1945, grâce notamment aux peuples et aux dirigeants de l'URSS, fit évoluer profondément les formes de l'impérialisme vers le post-colonial. L'effondrement en vingt ans des grands empires d'outre mer, les indépendances politiques du « Tiers Monde » arrachées grâce aux luttes de peuples et au soutien des Etats socialistes, firent dès les années 60 du 20ème siècle, émerger un impérialisme de « guerre froide ». Les USA, leaders économiques et militaires du « monde libre » capitaliste, confinant au second rôle leurs alliés, France, Grande Bretagne, Allemagne, Japon, affaiblis par le conflit mondial, combattaient « l'expansion du communisme » partout dans le monde, en Corée, au Vietnam, en Amérique ou en Afrique. Durant cette génération « d'après guerre », les protagonistes du « grand jeu » mondial étaient à peu près clairement délimités : l'impérialisme détruisait l'aspiration des peuples à vivre en liberté, au Vietnam, en Afrique du Sud, au Congo, à Cuba et en Amérique Latine

Le grand basculement vint progressivement à l'issue de la décennie 80, avec l'effondrement de l'URSS et de ses alliés européens. Vainqueur par KO de la « guerre froide » avec le « socialisme réel », l'impérialisme occidental dirigé par les USA, sans changer en quoi que ce soit ses objectifs prédateurs, mit en place une stratégie totalement inverse en apparence, se posa en défenseur des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre un communisme oppresseur. Le tournant en la matière fut, durant la décennie 80, la funeste aventure de l'URSS en Afghanistan. Cette Vendée extrême-orientale avait vu naître en ses milieux urbains et intellectuels un gouvernement communiste extrêmement généreux, féru d'alphabétisation, de laïcité, d'égalitarisme social, mais trop moderniste pour n'être pas minoritaire au sein de son peuple. Oublieux des bons principes léninistes (« un pas en avant », pas deux), trompés peut-être par l'optimisme béat de leurs informateurs des « services », les dirigeants soviétiques crurent bon d'aller jouer « les missionnaires bottés » au service de la révolution afghane. Englués dès lors en occupants féroces d'un peuple en entier soulevé, l'armée rouge devint aux yeux du monde entier la copie maladroite des envahisseurs nord-américains du Vietnam, jusque dans l'humiliation de la défaite. Le bilan de l'intervention fut, ne l'occultons pas, catastrophique à tous égards : le peuple afghan, massivement, durablement, rallia par nationalisme un féroce intégrisme islamiste, au point de s'y référer encore en 2010 contre les occupants occidentaux. Traumatisme moral pour les peuples soviétiques, le drame afghan contribua à détruire l'adhésion au communisme dans l'URSS moribonde.

Après ce maëlstrom, dont les idéologues étasuniens surent prendre la mesure, toutes les avancées de l'impérialisme se firent, jusqu'à aujourd'hui, en suscitant par la diplomatie, les finances et las armes, les mouvements nationalistes ou séparatistes, contre tous les Etats non alignés sur les diktats de Washington, de « l'Europe » ou du FMI, d'abord contre l'URSS, qui n'y survécut pas, puis contre la Russie : l'aide permanente aux nationalismes de l'est de l'Europe (Baltes, Ukrainiens, Polonais, Hongrois, Roumains), Caucasiens (Tchétchènes, Géorgiens aujourd'hui). Ce fut ensuite avec l'OTAN et « l'Europe » supranationale, la destruction de l'Etat fédéral yougoslave, avec la collaboration active des nationalistes croates, slovènes, albanais et serbes. Les dégâts collatéraux de cette stratégie ne sont pas minces : bains de sang xénophobes entre les peuples des Balkans, menaces d'un futur identique au Caucase, en Crimée, retour au premier plan jusqu'au pouvoir parfois, des extrêmes droites antisémites écrasées en 1945 en Ukraine, Lettonie, Pologne, Roumanie

Cette nouvelle stratégie impérialiste occidentale manipulant tous les séparatismes, prétendument au service du droit des peuples et des nations, est globale et actuelle : les dirigeants occidentaux et leurs idéologues, tel Kouchner, ont soutenu les séparatistes kurdes contre l'Etat irakien, les « Tigres de l'Elam Tamoul » contre le Sri Lanka, les indépendantistes et intégristes tibétains et ouigours contre la Chine, les rebelles du Darfour contre le Soudan, les « autonomistes » anti-indiens de Bolivie contre l'Etat révolutionnaire, etcLes médias au service de cette stratégie impériale mobilisent les sentiments humanitaires des opinions occidentales, pour les droits des peuples tamouls, tibétains, ouigours, darfouri, etc Cela bien sûr, par l'émotion, au mépris des réalités les plus élémentaires : le droit à

Copyright © Le Vénissian

l'autodétermination de tout peuple, démuni ou non de ressources, ne signifie en rien l'obligation d'indépendance pour un peuple qui n'en veut pas. Faudrait-il, comme certains politiciens français le prônent, l'imposer au peuple corse qui s'y refuse massivement ? Les désirs exprimés par quelques politiciens émigrés, choyés à Munich ou aux USA, expriment-ils les choix du peuple ouigour ou ceux de la CIA ?

A l'inverse, il est vrai que les maladresses autoritaires de certains dirigeants à l'encontre des droits élémentaires d'un peuple, nourrissent, justifient les séparatismes, que l'impérialisme peut alors facilement manipuler. Dans la Yougoslavie socialiste d'après 1945, le Kosovo, peuplé d'Albanais et de Serbes, était fort heureusement autonome, et officiellement ouvert aux deux cultures. Quand à Belgrade, Milosevic, converti au nationalisme serbe, supprima d'un trait de plume ces libertés, la résurgence du séparatisme albanais xénophobe devint inéluctable, et l'intervention de l'OTAN prévisible. Le nationalisme chinois Han, influent au Tibet et au Sin-Kiang, certaines exactions séculaires à l'encontre des minorités tamouls, ont beaucoup aidé la stratégie occidentale.

Cela ne doit en aucun cas empêcher l'analyse sérieuse : l'impérialisme, prêt à toutes les ruses, reste l'ennemi à combattre.

V Le monde a besoin du communisme

Un capitalisme à éradiquer.

Qu'elles soient dites de consommation, de convoitise ou de manipulation, les sociétés contemporaines ne sont que les formes successives prises par le capitalisme, réalité décryptée par le père Marx il y a cent soixante ans. Les incantations gémissantes dévoilant les méfaits de l'organisation sociale actuelle ne changent rien. Déplorer à la télévision le nombre croissant de mendiants, les horreurs de la guerre ou des épidémies, donne bonne conscience aux stars et aux bobos, comme quand leurs parents combattaient le paupérisme en étant charitables aux porches des églises. Sarkozy, lui aussi, pourfend l'immoralité des grands patrons et des banquiers, que par ailleurs il engraisse de ses décisions et de son pouvoir.

La société d'aujourd'hui, que les benêts disent de marché pour éluder le mot capitaliste, est structurée par la propriété des grands moyens de production, d'échange et communication (terres, machines, capitaux, médias) par une minorité de possédants, actionnaires, grand patronat, émargeant parfois aux profits sous forme de « salaires », et la foule empressée de ceux qui les servent en récupérant les miettes, rétribution de leur servilité. Evidemment, cette « bourgeoisie » de 2009 est de plus en plus transnationale, mondialisée. Les trois quarts des grandes entreprises sises en France, relèvent aujourd'hui de sociétés capitalistes dont le siège social est ailleurs dans le monde. Les fortunés français ont investi leurs capitaux sur les cinq continents, en collaboration avec d'autres citoyens du monde du profit : c'est même la raison essentielle qui a détaché la droite française du nationalisme gaulliste, et l'a convertie aux vertus de l'Europe, et de l'OTAN.

Face à ce bloc privilégié qui dépasse largement les « 200 familles » d'autrefois, la majorité des Français ne possède que sa force de travail, ses capacités à les louer pour vivre. Il n'y a plus parmi eux qu'une classe ouvrière à l'ancienne amenuisée, effilochée, mais ils sont bien tous des « prolétaires », au sens original du terme, « qui ne vit que du produit de son travail », amputé de la part de ceux, capitalistes, qui l'emploient, le profit.

Ce mécanisme est à la base de tout autre phénomène social : il faut choisir entre dénoncer en bêlant ses conséquences, ce qui le perpétue, ou bien le combattre avec pour objectif affirmé de le détruire et de le remplacer par l'organisation inverse. Réformisme et Révolution

Copyright © Le Vénissian

Marx et ses compagnons de la 1ère Internationale n'ont jamais opposé les réformes arrachées par les luttes au jour le jour, et la révolution nécessaire pour abattre le capitalisme. Pour eux, et cela reste vrai, les actions engagées par les communistes sont une école de révolution. Celle-ci, saut qualitatif, n'aura lieu que quand l'opinion populaire y sera prête : l'ardeur des luttes partielles peut aider à rapprocher cette échéance nécessaire.

Mieux, on sait quelle admiration portait le vieux Karl aux Communards parisiens de 1871, mais on ne doit pas ignorer qu'il avait déconseillé l'insurrection parce que la masse rurale de France ne la voulait pas, et qu'il jugeait l'écrasement final inéluctable.

Ceux qui rechignent à mener les luttes partielles nécessaires ne sont que des bavards sectaires, et de ce fait, idéologues en charentaises, pour lesquels Marx n'avait que mépris.

Le réformisme ne qualifie pas ceux qui organisent les luttes populaires pour arracher des réformes. En 1936, les communistes l'ont fait, c'était leur devoir de révolutionnaires. Ce qualificatif flagelle par contre ceux qui justifient les réformes pour empêcher la révolution, qui aujourd'hui, au PS et ailleurs dans l'ectoplasme européen social-démocrate, proposent pour seul objectif stratégique un « libéralisme amendé », une « économie sociale de marché », un capitalisme charitable en quelque sorte. La droite française et Sarkozy les rejoignent d'ailleurs sur ces billevesées, clamant comme le socialiste Strauss-Kahn, patron du FMI, qu'il s'agit de « moraliser le capitalisme » : les profiteurs en rient encore, et leurs victimes ont parfois quelque mal à supporter cette logorrhée charitable. Le réformisme, partout en Europe, perd de sa crédibilité d'antan, et ne gagne plus les élections que par défaut. Le PS français en est la preuve. Et c'est pourtant ce colosse aux pieds d'argile que depuis vingt ans soutient le PCF, de son influence affaiblie : il lui sert de caution aux ministères quand il le peut. Curieux couple, en vérité, à l'aune de l'histoire : un parti socialiste en psychodrame permanent, dont les animateurs n'ont en commun que le goût du pouvoir et la conviction que le capitalisme est l'horizon indépassable, et un PCF quasi grabataire, qui s'essouffle à lui courir après, pour bénéficier de retombées électorales, le salaire du ralliement à la religion libérale : il n'y aurait selon elle d'autre avenir que les lois du profit, et ses prophètes les « droits de l'homme » réduits aux libertés individuelles, à celles de vendre, d'acheter, d'exploiter son prochain avec son assentiment si possible. En ces temps de manipulation des mots et des esprits, il est temps de reformuler clairement les concepts : est révolutionnaire en 2010 celui qui veut voir disparaître l'organisation capitaliste de la société, ce qui ne peut réussir qu'avec l'assentiment de la majorité des citoyens, et son remplacement par une société structurée, par la propriété collective des richesses sociales. Est réformiste son concurrent politique, qui parle d'économie « de marché » ou « sociale de marché » pour défendre le capitalisme apuré de ses excès, qui prône la « moralisation », le « contrôle », le « dépassement » (?) du capitalisme, par ailleurs considéré comme le fin mot de l'histoire des hommes. Est réformiste tout démagogue qui prétend gommer les excès du système pour le sauver, comme Sarkozy, et tout benêt qui reproche à la droite, par ses provocations, de mener droit à la révolution, comme le dit un jour si joliment Ségolène Royal aux Guadeloupéens en grève générale.

Dans la France de 2010, conservateurs, réactionnaires, socialistes, tous jouent à « plus réformiste que moi tu meurs » : étonnez vous, après cela, de constater le désarroi des citoyens boudant les urnes, et l'effondrement de tous les partis sociaux-démocrates aux élections européennes de 2009.

Le communisme en ses principes

L'idéal communiste se réduit finalement à quelques principes essentiels, quelques impératifs catégoriques au sens kantien du terme, son noyau dur en quelque sorte, le même mis en place par Marx il y a cent soixante ans.

Le premier est d'empêcher, d'interdire l'exploitation d'hommes par d'autres hommes, de la majorité prolétaire par une minorité privilégiée. Qu'on l'appelle socialisme, comme le faisaient les pères fondateurs, qu'on la dise comme certains contemporains communiste ou collectiviste, la nouvelle organisation sociale devra être en tout cas

Copyright © Le Vénissian

antinomique du capitalisme. Elle reposera sur la propriété collective des grands moyens de production, d'échange et communication, qu'ils soient dévolus à la nation, à une collectivité locale, un ensemble de producteurs et consommateurs, etc Les entreprises nationalisées actuelles, alignées par leurs dirigeants et l'Etat sur les objectifs du capital privé, ont réussi à déconsidérer durablement la propriété nationale et le service public. Mais les privatisations en cascades montrent à quel point elles sont contraires aux intérêts des citoyens lambda, usagers, consommateurs, contribuables.

Le second principe de base communiste est le refus de toute oppression de l'homme par un autre homme, sachant que cette oppression peut devenir insupportable sans avoir pour autant une origine économique, sans être la ponction d'une partie de la valeur de son travail par le propriétaire des moyens de production. Cette oppression peut naître de toute relation hiérarchique, de l'Etat et ses représentants, d'une église ou d'un parti, de rapports de force entre individus, au sein même d'une famille ou d'un couple : les relations patriarcales, l'oppression de la femme par le mari, de la fille par le frère ou le père, ne sont pas moins insupportables pour n'être pas couplées avec le salariat. On ne peut se dire communiste sans se fixer pour objectif final une société sans oppression, et les étapes et conditions nécessaires pour y parvenir. Cela en sachant qu'il sera beaucoup plus difficile encore à atteindre que le précédent, car si les décisions économiques et politiques en sont conditions nécessaires, elles sont loin d'être suffisantes, tant les préjugés patriarcaux et hiérarchiques millénaires encombrent les esprits les mieux faits.

Une troisième idée fondamentale réunit les communistes, c'est l'affirmation, la croyance en l'égalité entre les hommes et les peuples, quels que soient par ailleurs leur couleur de peau, ou leur langue, leur handicap physique ou leur quotient intellectuel. Cette affirmation égalitaire est un axiome, voire un postulat : elle ne se démontre pas davantage que la réalité de Dieu ou son inexistence. Elle fut la base doctrinale de tous les grands moralistes philosophes de l'histoire, de Spinoza à Jean-Jacques Rousseau. Elle a pour seule justification le plaisir que l'on a de lire dans les yeux de l'autre, l'amour, l'amitié, la reconnaissance. Il en découle que le but unique de l'organisation sociale est de réaliser au maximum l'accès de tous aux mêmes droits et aux mêmes devoirs, le respect de chaque peuple par d'autres, de son droit intangible à choisir son destin.

Cette aspiration permanente à créer les conditions de l'égalité, entre des hommes plus ou moins forts, plus ou moins frustes, entre des nations plus ou moins grandes, plus ou moins pourvues de richesses, n'est pas l'apanage des seuls communistes, mais c'est un des fondamentaux nécessaires à leur idéal. Et c'est aussi ce qui fait d'eux d'irréconciliables ennemis des idéologies professant le postulat inverse, l'inégalité insurmontable entre les hommes et les peuples : colonialisme, impérialisme, racismes, xénophobies, fascismes divers et nazisme, ont toujours mis en pratique ce point de départ, jusqu'au crime parfois, à l'extermination. Mais l'idéologie « libérale » la plus courante repose elle aussi sur le même postulat inégalitaire : des idéologues attitrés aux USA enseignent à l'université et dans la presse que la richesse est méritée, et la pauvreté due aux « loosers ». Et le président Sarkozy ne dit pas autre chose à Saint Quentin (le 20 mars 2009) en défendant les revenus mérités du grand patronat, quand il conclut : « Une société égalitaire est le contraire d'une société de liberté et de responsabilité ». A l'inverse, notre idéal égalitaire implique l'indépendance de chaque nation, le refus de toute domination impérialiste, économique, politique ou militaire.

Le quatrième principe enfin, qui n'est plus à la mode, découle directement du texte fondateur de 1848. On raccourcit souvent le libellé de Marx en « Manifeste communiste ». Il était délibérément titré « du Parti communiste ». Le vieux Karl l'a seriné en d'autres occasions, il ne s'agissait plus d'analyser le monde, mais de le transformer, s'en donner les moyens, et pour cela, de réunir en un parti structuré, agissant, convaincant, ceux qui rêvaient d'un autre monde, nettoyé de l'inégalité capitaliste. Aujourd'hui les meilleurs esprits, les plus sincères, discourent sur « l'abandon de la forme parti », et condamnent leurs volontés anticapitalistes à l'impuissance, en se dispersant en un ectoplasme aux contours fuyants.

Lors de grands rituels « alter mondialistes », syndicalistes ouvriers et « bobos », anarchistes de droite et écologistes irrationnels, défenseurs du Kama Soutra et militants contre l'avortement, cohabitent allègrement, face à un «

Copyright © Le Vénissian

establishment » occidental qui fait souvent semblant d'avoir peur : que pourraient craindre les maîtres du capitalisme à Davos de foules bariolées, aspirant à un autre monde, certes, mais lequel ?

Les partis politiques se sont discrédités en France et ailleurs, parce qu'ils ont mué en pépinières du pouvoir, prodiguant les promesses à la veille des élections, pour faire l'inverse une fois aux commandes d'état. Le PCF qui fut de militants dont chacun, adversaire ou ami, reconnaissait l'altruisme, se condamnait lui-même à la décrépitude, quand un beau soir des années 1976, son dirigeant éprouva le besoin de clamer : « Nous serons dès ce jour un parti comme les autres ». Ce fut réalisé les décennies suivantes, et le PCF en est mort, de s'être transformé en antichambre du pouvoir.

Un parti organisé réunissant les communistes pour l'action, dans leur diversité, mais fermement accrochés aux principes de base, est nécessaire au changement révolutionnaire. Passer de la société capitaliste à son contraire organisationnel ne se fera pas par la simple évolution sociale, par la seule augmentation du nombre de prolétaires : l'évolution réactionnaire des esprits en Occident depuis trente ans en est la preuve. Elle n'aura pas lieu non plus par simples coups d'Etat, des prises du pouvoir politique par les armes : la lutte armée, qui se justifie pleinement quand elle est le seul moyen possible d'expression d'un peuple (dans la Résistance française au nazisme occupant par exemple, ou contre le colonialisme français en Algérie), n'a aucun sens, et n'est que suicidaire, tant que la majorité de la population n'est pas convaincue de sa nécessité.

L'objectif des révolutionnaires, dans cette optique, et ce ne peut être fait que par un parti organisé des communistes, est pédagogique : il s'agit, pas à pas, de convaincre la majorité des citoyens que le capitalisme est néfaste, qu'il est nécessaire et possible de mettre une autre organisation sociale à sa place, qu'on nomme généralement socialiste. Le problème des pouvoirs, locaux ou nationaux, se pose exclusivement en fonction de cet objectif pédagogique. Si une responsabilité quelconque permet d'en approcher en animant les luttes populaires pour le mieux vivre, elle est la bienvenue. Si au contraire elle doit engluer les communistes dans la collusion avec les défenseurs des reculs sociaux, des privatisations subies par la nation, elle est une dérive inacceptable : c'est pourtant devenu depuis 1981 comme une seconde nature pour le PCF.

Les musulmans professent les quatre piliers de l'Islam (prière, aumône, jeûne et pèlerinage) qui font l'identité de leur croyance. L'identité communiste est de même posée sur les quatre principes énoncés ci-dessus, volonté d'éradiquer l'exploitation et l'oppression, d'assurer l'égalité entre les hommes et les peuples, et nécessité d'un parti organisé des communistes. Rien que cela, mais tout cela. Tout le reste est débat tactique et disparités communistes normales, différences d'approche entre militants qu'assemble l'essentiel. Le parti bolchevik n'en manquait pas, et de tendances même, quand il dirigea la Révolution de 1917. Il fallut, des années plus tard, le rouleau compresseur stalinien pour le normaliser, l'aligner sur quelques dirigeants pourtant faillibles.

VI Echecs, dérives et perversions du communisme

Depuis vingt ans, en groupe compact, les thuriféraires de la liberté d'exploiter claironnent les crimes du communisme. Ils sont d'autant plus hargneux, ce faisant, que les plus remuants d'entre eux parviennent mal à se pardonner une jeunesse militante à l'extrême gauche : Stéphane Courtois et quelques autres ont ainsi trouvé un filon nourricier, et s'y tiennent malgré les historiens soucieux de déontologie professionnelle. Car ces « criminologues » patentés de la défunte URSS et de ses alliés d'alors, dans leurs « livres noirs », ne cherchent pas une réalité contradictoire, ils instruisent à charge, pour démontrer enfin que toute collusion avec l'idéologie communiste, toute velléité de lutte pour l'égalité, débouche sur l'échec, la dictature et finalement le crime. D'autres « historiens » de bazar font le même procès à la Révolution de 1789, « matrice du totalitarisme », coupable du « génocide vendéen ». Rien de bien neuf. La pensée contre révolutionnaire, depuis Rivarol autrefois et Maurras entre deux grandes guerres, a toujours été bien présente dans le paysage idéologique français : seul fait nouveau peut être en ce début

Copyright © Le Vénissian

de siècle, elle est devenue dominante.

En 1815, la défaite de Napoléon devant les monarques coalisés entraîna durant vingt-cinq ans l'éradication annoncée de 1789-1793. On sait ce qu'il en est, le mort se porte bien deux siècles après, « les Droits de l'Homme et du Citoyen » font toujours s'agiter les peuples qui en manquent. Le communisme aussi saura se relever de l'offensive libérale d'aujourd'hui, l'histoire est faite ainsi de retours aux vagues révolutionnaires après la contre révolution : lors du siècle futur

En attendant, pour aujourd'hui, les générations actuelles ont adopté massivement l'image déformée d'un communisme moribond, survivance d'un autre siècle, agglomérat de pauvreté économique, de dictature politique, de dérives criminelles aussi. En France notamment, le message est depuis trente ans obsédant, quotidien, multiforme, asséné par tous les médias, à commencer par l'enseignement et les télévisions. La version intellectuelle, cultivée, parle d'Hanna Arendt et de l'Etat totalitaire, ce mal commun aux nazis et aux communistes, tous deux étrangers au bien, la « démocratie libérale », faite de liberté et de bonheur de vivre. La version politicienne est à l'usage des vainqueurs en Europe de l'est, qui traînent les communistes au tribunal en criminels de droit commun. A l'Assemblée européenne, majorité conservatrice et quelques supplétifs socialistes ont, en 2008, voté pour les aider à faire du communisme un crime.

L'entreprise, donc, n'est pas nouvelle, et ne mérite pas de longues démonstrations historiques : si les périodes revendiquées par leurs animateurs comme « socialistes », durant quatre-vingts ans à Moscou, près d'un demi-siècle à Berlin, quelques années aussi à Bamako, au Burkina, n'avaient été que des succédanés d'enfer, comment expliquer aujourd'hui la nostalgie populaire de ces périodes où le chômage était inconnu et l'inégalité plus rare ?

Dénoncer la criminalisation du communisme relève pour l'historien du bon sens scientifique, sa seule réponse est l'analyse dialectique de périodes complexes, ni enfer, ni paradis.

Toutefois, cette riposte nécessaire ne suffit pas. On ne peut évacuer cette réalité avec laquelle doivent vivre et agir les communistes d'aujourd'hui, ne serait-ce que pour éviter les mêmes ornières : le « socialisme réel » né au XXème siècle de l'idéologie communiste, à partir de la Révolution soviétique de 1917 a traîné avec ses indéniables succès, un flot d'erreurs, de dérives tragiques, de déviations criminelles même, qui font qu'en 1990 le retour au capitalisme s'est déroulé avec l'assentiment de la majorité des peuples concernés. Il est toujours absurde de jouer les autruches, et de refuser le miroir qu'on nous tend pour n'y pas voir les ravages du temps. L'idéal communiste a bien eu ses scories, qui l'ont défiguré en « socialisme réel » au XXème siècle. Nous n'avons certes pas à les justifier, pas plus qu'à les nier, mais à les expliquer : elles sont tout aussi néfastes à notre idéal que l'étaient les tortures des inquisiteurs à la croyance en un Dieu de justice et bonté, pas plus, pas moins. Le grand Jacques et sa trahison

Nous avons eu notre content de transfuges, qui furent jeunes militants du PCF et sont devenus ces temps derniers des parangons gras et joyeux du libéralisme moderne, comme Jacques Marseille, ou la caricature de ce qu'ils pourfendaient autrefois, comme Alexandre Adler. Mais rien d'aussi spectaculaire que le parcours météorique de Jacques Doriot, métallo communiste en 1925, dirigeant adulé des militants de la banlieue nord de Paris, parce qu'il savait au-delà des discours enflammés payer de sa personne au premier rang des manifestations, lors des combats avec la police. Il lui arriva même un jour, près de la Gare de l'Est, d'affronter un gendarme avec une telle vigueur que ce dernier en trépassa. J'ai connu personnellement un maire communiste du Val d'Oise, héros local de la Résistance antinazie, qui n'avait pas oublié que « le Grand Jacques » l'avait initié au PCF vers 1930. Cette célébrité militante dépassait de loin les frontières, Doriot fut un temps le favori des dirigeants à Moscou de l'Internationale, qui le voyaient déjà secrétaire d'un PCF « bolchevik ». Lui-même guignait cette responsabilité, et son éviction au profit de Maurice Thorez, le théoricien plus posé, venu des corons du nord, fut peut-être à l'origine de son passage à l'adversaire, plus que fruit d'une conversion d'ordre idéologique. Doriot était homme d'action plus que de réflexion, et les hypothèses expliquant sa « trahison » sont légion, toutes possibles, sans le moindre début de preuve. Il est

Copyright © Le Vénissian

évident en tout cas que celle suggérée par son biographe J-P Brunet (Du communisme au fascisme, Doriot ; Fayard, 1977), à savoir la proximité des deux « idéologies totalitaires », ne relève pas de l'analyse historique, mais du règlement de comptes politicien

On connaît la suite du parcours étonnant du « Grand Jacques » : créateur en quelques années du seul parti français directement calqué sur le nazisme, y mêlant anciens PCF et dirigeants du patronat lors de meetings à grand spectacle, chantre au sein de la France occupée de la croisade européenne antisoviétique, Doriot mourra dans l'apocalypse nazie, avec l'uniforme SS sur le dos.

Parabole spectaculaire qui mérite d'être éclairée pour avoir entraîné, quelques années durant, de 1935 à 1939, quelques centaines de militants PCF hypnotisés, entre Saint Denis, Argenteuil et Pontoise. Mais parcours qui ne saurait poser aucun problème existentiel aux communistes : il s'agissait bien de la trahison d'un idéal, d'un transfuge vers le camp adverse. Les trahisons d'individus n'interrogent pas l'idéal lui-même, ils n'en sont pas une excroissance et n'en dérivent pas.

Le « socialisme réel »

Les perversions qui ont accompagné soixante-dix ans d'URSS sont un tout autre problème. La conquête du pouvoir d'Etat par les armes en 1917, par les communistes russes, est devenue Révolution socialiste par l'assentiment populaire. C'est la déclaration de paix, contre la tuerie européenne, la terre aux paysans, le contrôle par des « soviets » élus des usines et des villes, qui fonde durablement l'URSS, premier Etat socialiste multinational au monde. Pour quelques décennies, cette Révolution et l'Etat qu'elle a engendré, incarnent les espoirs de tous ceux qui rêvent d'un monde sans exploitation, à juste titre, car les progrès qui la jalonnent sont une des mutations majeures de l'histoire en un grand pays. De 1930 à 1940, la Russie des moujiks illettrés et des popes crasseux devient une puissance industrielle, faisant en une décennie le chemin parcouru par la France en un siècle. Cette émergence à la modernité et le courage de ses peuples lui permettra de vaincre l'invasion nazie, au prix de vingt millions de morts. Le prestige qu'elle en retire, et avec elle son chef incontesté, Staline, lui permettent de soutenir en idées, en armes, en subsides, les révolutions populaires qui font frissonner la planète entre 1945 et 1975 : sans l'URSS, son existence, sa puissance et son appui constant, pas de Révolution chinoise ou vietnamienne, pas de « démocraties populaires » à l'est de l'Europe, pas de décolonisation de l'Afrique et de l'Asie, pas de Révolution à Cuba, pas de déroute américaine en Indochine On peut ergoter à l'infini sur les errements de tel ou tel épisode « socialiste », les excès des « gardes rouges » à Pékin, les emprisonnements arbitraires à Konakry, il reste que cette floraison d'indépendances et de libération des peuples fut partout un progrès, jalonné de réformes agraires, d'éradication des famines en Chine, d'alphabétisation en Guinée, etc

En même temps, cette URSS qui faisait rêver le monde, dirigée par des communistes, avançait comme un char blindé écrasant tout sur son trajet, dans le sang et la boue, broyant son propre peuple, ses propres militants. Disant cela, qui est un constat historique, nous réfutons l'angélisme béat qui croit que les Etats se divisent en deux catégories, les méchants qui envoient en prison les opposants, et les gentils, « démocraties » qui n'auraient aucun prisonnier politique. Cette version est infantile et hypocrite : tout pouvoir d'état, quel qu'il soit, exerce sa violence légitime contre les citoyens qui refusent ses lois. La France de 2010 tient en prison pour des décennies les assassins du Préfet Erignac à Ajaccio : ils sont des prisonniers politiques incarcérés à juste titre.

Le nouveau pouvoir soviétique, issu victorieux d'une guerre civile doublée d'interventions étrangères armées, était en droit de réduire au silence les opposants irréductibles. Ce fut le cas, certainement, durant quelques années. Mais dans la décennie 1930, sous la direction de Staline et de tous ceux qui le soutenaient, une logique oppressive inacceptable devint norme, et d'abord entre les communistes eux-mêmes. Il était tout à fait normal que des divergences tactiques opposassent les militants devenus brutalement gestionnaires, en matière d'économie, de politique, et qu'après discussion entre tendances révolutionnaires, une majorité assume le pouvoir, à l'exclusion des

Copyright © Le Vénissian

autres. Staline fut le représentant de ces majorités de bolcheviks, contre Trotski, Boukharine, Radek et autres opposants, communistes « de droite » ou « de gauche ». L'analyse des thèses en présence peut même donner raison, par la réussite ultérieure, au secrétaire général vainqueur de ces débats cruciaux. Mais rien ne justifie l'élimination physique de ces milliers d'hommes et de femmes communistes, les procès truqués par la torture à leur encontre, la balle dans la nuque aux culs de basse fosse de Moscou, le meurtre commandité de Trotski au Mexique, le massacre de milliers d'officiers comme Toukhatchevski à la veille du conflit mondial : en 1941, la majorité des délégués au congrès précédent du parti russe n'étaient plus, victimes d'une véritable paranoïa politique imprégnant le PC bolchevik en URSS, par ailleurs émancipateur.

Cette ambivalence du communisme au pouvoir à Moscou, a atteint une autre dimension interne au parti dirigeant, qui questionne plus encore notre idéal. L'URSS a réalisé en une décennie une « révolution industrielle » que la France avait mis les trois quarts du 19ème siècle à accomplir, avec des composantes sociales similaires : dans les deux cas, c'est l'exode rural, l'afflux de fils de paysans vers les nouvelles zones urbaines, qui a permis le développement industriel, mines, aciéries, etc Ce transfert de millions d'hommes et de femmes ne fut certes pas une soirée de gala pour les Bretons ou Auvergnats quittant la misère villageoise pour le salariat en Ile de France. Rien à voir cependant avec la contrainte appliquée aux foules paysannes déportées en URSS après 1930 : la collectivisation des terres, imposée en quelques années, s'est traduite par l'expropriation des « Koulaks », jugés « exploiteurs paysans » sur des critères discutables, simplement parfois parce qu'ils possédaient quelques vaches et ne voulaient pas les perdre au profit du Kolkhoze. Par milliers, ils allaient peupler les chantiers industriels de l'Oural ou de Sibérie, comme en témoignent tous les observateurs extérieurs à l'époque. Ainsi l'ingénieur américain Littlepage, recruté par le gouvernement soviétique pour organiser les mines métalliques (« L'or des Soviets », 1928-1937, éd. Paulsen, Paris 2007). Rien ne sert de se cacher la vérité : à la veille de l'agression hitlérienne, l'URSS de Staline avait accompli des progrès fulgurants, économiques, sociaux, qui lui permettront de résister à l'invasion, puis de la vaincre. Mais parallèlement, elle l'avait payé d'un système autoritaire et policier jusque dans la vie quotidienne, et des millions de citoyens étaient soumis au travail forcé. Les années de guerre « patriotique » ont évidemment fait passer au premier plan les apports positifs du communisme, ciment d'une société soviétique sauvée par ses chefs de l'enfer nazi : les foules qui s'écrasaient littéralement en 1953 à Moscou à l'enterrement de Staline, n'étaient pas venues sur commande.

Il reste que les aspects les plus pervers du « socialisme autoritaire » ont persisté après 1945, en URSS, et par mimétisme, dans les « démocraties populaires » d'Europe : procès truqués contre les opposants, y compris les communistes minoritaires (à Moscou, en Hongrie, Tchéquie), rôle énorme des polices et services secrets, au service d'une bureaucratie gestionnaire plus que militante, confusion totale entre le parti et l'Etat, face à des citoyens souvent dépolitisés. La « déstalinisation » de 1958 a stoppé les dérives les plus graves, libéré nombre d'emprisonnés et déportés, mais les maladies mortelles qui grevaient le « socialisme réel » se sont pérennisées, enkystées : dans la décennie 80, l'URSS et ses alliés européens, asphyxiés par la course aux armements imposée par les occidentaux, ne parvenait pas à sortir de la pénurie d'après guerre. Et face à des opinions déboussolées rêvant d'une abondance « comme dans le capitalisme », une bonne partie des responsables politiques considéraient le PC comme un moyen de faire carrière, et leur propre verbiage « marxiste » comme un ramassis de billevesées. Accrochés à leurs maigres privilèges sociaux, ils se voyaient déjà les perpétuer par filiation, dans une société de « marché libre ». Ils se couleront sans états d'âme, après 89, dans un costume de chef d'entreprise ou de politicien ultra-libéral. On les trouve partout aujourd'hui, en Hongrie, en Pologne ou au Kazakhstan, à Moscou autant qu'à Sofia, ex-communistes attentifs à l'obédience américaine et à l'Europe, alternant au pouvoir avec la droite revancharde. Fallait-il que le poison libéral soit dans le coeur du système « communiste », pour amener de telles palinodies

Perversions asiatiques du communisme

Depuis trente ans, la France est abreuvée de la description horrifique des monstres vomis par le communisme en Europe, Staline, Ceausescu, alors même que leurs forfaits, réels ou imaginaires, relevaient pour la plupart du temps

Copyright © Le Vénissian

d'un passé fort ancien. Pour nos patentés « soviétologues », il est des morts qu'il faut tuer, tant leur crainte est grande d'un retour des révolutions.

L'Asie pourtant, a vécu en cette fin de siècle vingt, des dérives bien plus cruelles qui ont parfois défiguré un communisme par ailleurs libérateur. La Chine, ce grand peuple est enfin sur le point de retrouver la place que l'on doit à un milliard et demi d'hommes qui ont éradiqué les fléaux millénaires, les famines, les massacres de paysans, l'humiliation sous le joug des seigneurs de guerre et des étrangers, cela grâce à la révolution dirigée par les communistes. Cette marche en avant a été chaotique, perturbée d'épisodes inacceptables de violence politique, comme la « révolution culturelle », polluée trop souvent d'un nationalisme qui est allé jusqu'à la guerre à un Vietnam à peine libéré de l'occupation nord-américaine. Le développement actuel peut même interroger, quand on le voit reposer sur l'exportation de produits fabriqués à bas prix par une classe ouvrière misérable parfois, et muselée par la police. Il reste que soixante ans de pouvoir communiste ont plus fait progresser les Chinois que le millénaire précédent.

Le pouvoir communiste au Cambodge, baptisé Khmer rouge ou Angkar, fut encore plus terrifiant que la « révolution culturelle » chinoise qui lui servit de modèle. En trois ans, de 1975 à1979, il aboutit à l'élimination d'environ un million et demi de personnes, 15 à 20% de la population du pays. Génocide a-t-on dit, comme si l'ampleur des massacres justifiait à elle seule ce terme, créé pour qualifier les procédures d'extermination d'un groupe humain pour d'exclusifs prétextes ethniques, racistes ou xénophobes. Le crime nazi contre les juifs et les roms pour la seule raison qu'ils l'étaient, et jugés de ce fait une race inférieure, le million de Tutsi rwandais massacrés pour cela en 1995, voilà de réels génocides. La grande tuerie européenne de 1914-1918 n'en est pas un, malgré ses huit millions de morts, et le grand massacre Khmer rouge non plus : ce sont d'indéniables crimes contre l'humanité, et c'est déjà impardonnable, sans galvauder un concept qui ne leur convient pas, et ne permet pas d'en comprendre le sens.

1975 a vu la libération du Vietnam par lui-même, et la déroute des occupants étasuniens. A Pnomh Penh, les protégés de Washington qui régnaient par force brute et corruption, mercenaires rétribués, Long Nol et sa camarilla, n'ont d'autre issue que de fuir vers les Etats-Unis, dans les fourgons de leurs sponsors. Tous les témoins alors le disent : l'entrée des guérilléros rouges venus des campagnes est applaudie par une foule urbaine, heureuse d'être libérée de l'occupation et de la guerre. Et les mêmes témoins, de toutes opinions, racontent l'invraisemblable exode organisé les jours, les semaines suivants, sur ordre des nouveaux maîtres du pays : les citadins, jetés sur les routes et menés en colonnes affolées jusqu'à leur chantier de travaux forcés, à défricher et construire à la main des barrages, à cultiver le riz, distribué aux déportés en rations de survie. Les décès sont nombreux sur la route, d'enfants et vieillards épuisés, affamés et les exécutions plus fréquentes encore à la moindre velléité de désobéir à l'ordre de L'Angkar, un égalitarisme de pénurie et de terreur, énoncé par les soldats- bourreaux vêtus de noir, au nom d'un lointain et omnipotent parti communiste khmer. Ses chefs, on le saura plus tard, sont des intellectuels formés à la Cité Universitaire de Paris, nourris d'un marxisme version maoïste, et de la révolution culturelle à la Lin Piao. Ils se nomment Pol Pot, Ieng Sary, et n'ont réussi à prendre les rênes au PC cambodgien qu'à l'issue d'épurations et d'évictions, grâce à l'appui des dirigeants chinois qui voient en eux des disciples un peu exaltés, mais nécessaires à contrer l'expansion vietnamienne. La motivation proclamée de ces déportations de tout un peuple urbain dans les campagnes, est la crainte d'une famine : la petite paysannerie déjà acquise (le « peuple ancien »), avec sa technologie archaïque, arrive à peine à se nourrir. Il faut donc arracher les citadins conquis à leurs villes douillettes, et les contraindre de produire eux-mêmes leur riz quotidien, au nom de l'autosuffisance nécessaire. Ce discours, discutable mais d'une certaine logique, repose néanmoins sur une idéologie qui, en surface, se veut fille du marxisme à la chinoise. Mao Ze Dong, stratège de la guérilla populaire, avait théorisé l'encerclement des villes corrompues livrées à l'occupant occidental par les soldats issus de la paysannerie pauvre. Pol Pot et ses comparses ont fait de cette trouvaille en l'art de la guerre, une vérité révélée de l'histoire : la ville et ses habitants (« le peuple nouveau ») sont le mal, à fortiori s'ils s'avèrent être intellectuels ou fonctionnaires. La seule issue pour régénérer le pays est de les astreindre au travail manuel, seule vertu reconnue valable. Les écoles ont dès lors disparu au profit de séances d'apprentissage par coeur des slogans de l'Angkar, médecins, ingénieurs ne sauvent leur vie qu'en cachant leurs compétences. Monnaie, techniques, commerce n'ont plus cours.

Copyright © Le Vénissian

Les communistes doivent le savoir et jauger l'ampleur du séisme khmer rouge grâce aux témoignages contrastés de Pin Yathay (« L'utopie meurtrière », Robert Laffont, 1979) et d'Alain Ruscio (« Cambodge an I, 1979-1980 », Indes savantes, 2008). Tissée de contradictions, ultra-nationaliste contre les Vietnamiens, mais pro-chinoise, la vulgate khmère rouge, sous un vernis superficiel communiste-maoïste, était en fait une sorte de millénarisme paysan anti-urbain, réactionnaire, digne des jacqueries brutales du Moyen Age. Avec une telle ampleur dans le crime, que l'invasion vietnamienne en 1979 fut une libération pour le peuple khmer menacé d'extinction.

Durant dix ans encore, les Khmers rouges défaits purent continuer de gérer une part du Cambodge, avec le soutien à la fois de Pékin, et des plus fermes « défenseurs des droits de l'homme » d'Occident, Margaret Thatcher et les espions britanniques SAS, Kissinger et la CIA (John Pilger, dans le journal Phnom Penh Post, février 2009). Les dérives sont-elles inhérentes au communisme en actes ?

Xavier de Maistre, Furet, Finkielkraut et autres Courtois n'ont rien inventé : une longue lignée de plumitifs, « philosophes » de cinq à sept, « historiens » des antichambres du pouvoir, asphyxient la raison française depuis deux siècles, clamant que tout idéal révolutionnaire engendre un crime, que les cancers poussent sur tous les organismes vivants, alors qu'ils les détruisent et n'en sont pas l'émanation.

Des crimes ont entaché toutes sortes de rêves humains, cela ne change rien à leur potentiel subversif : l'Evangile selon Saint Jean a accouché du bon François d'Assise, hésitant à tuer une mouche, et des tueurs franquistes de l'Espagne de 1936 ; l'Islam a fécondé la médecine médiévale, et servi de caution aux bouchers intégristes d'Algérie ; le rêve américain d'égalité (« I have a dream », dit Luther King) a servi de drapeau à la conquête de l'Irak, dépecé, ruiné et pillé, et son million de morts. L'idéal communiste traîne avec lui le souvenir tortionnaire de la Lubianka en 1938, et des Khmers rouges en 1975. Ces crimes impardonnables sont nés au coeur même d'une réalité contrastée, quand les ouvriers d'une croyance en l'homme oublient ce qui les a motivés au point de devenir les maîtres d'oeuvre du contraire. Le crime n'est pas l'idéal de révolution, il en est l'agonie, ou la mort. Pourra t'on un jour empêcher ces perversions majeures, bien malin est qui pourrait prédire oui. Mais il est sûr que s'abstenir de révolution nécessaire, sous prétexte que certains ont échoué, est infantile ou hypocrite. Les exagérations de terreur politique en 1794 ont causé la chute de Robespierre et Saint-Just, mais la France de notre siècle aspire encore à leur rêve démocratique. Et la Révolution de 1917 fait et fera toujours rêver les opprimés du monde, malgré les excroissances du « goulag ».

On ne peut néanmoins faire l'économie d'une interrogation pour l'avenir, à double entrée :

Quelle est la cause des dérives ? Comment les éviter à l'avenir ?

Faut-il encore le redire, tant c'est une banalité ? Tout accès prolongé au pouvoir politique rend fou l'imprudent qui s'y frotte, et s'il est absolu, absolument. Les dirigeants d'Etats révolutionnaires, à toute époque, en toutes conditions, n'ont pas évité la mégalomanie, la paranoïa qui transforme en complot la plus sincère opposition d'idées. Sékou Touré, militant africain né de la CGT française, admirable de lucidité et de courage en 1960, féroce exécuteur dix ans plus tard de tous ceux qui osaient critiquer ses dérives brutales, n'est pas si différent en ce sens de Staline, baroudeur bolchevik en 1918, tuant les chefs de l'Armée rouge à balles dans la nuque, en 1938.

Sans aller jusqu'à ces excès marginaux, il est évident que toute saga historique, née d'un rêve d'égalité et de liberté, s'incarne en des individus, hommes ou femmes, mélange complexe d'instincts animaux et de raison qui les maîtrise.

L'homme n'est pas une bête comme les autres, nul besoin de Dieu révélé pour le savoir. Quand l'animal a un comportement guidé par ses instincts, lui ne les subit pas, mais peut les sublimer, les brider au gré de sa raison, son idéologie, des règles sociales qu'il s'impose. Le premier des instincts est celui sexuel, qui vise inconsciemment à la perpétuation de l'espèce. Il est bien présent en chaque être vivant. Mais quand le mâle en rut féconde sa femelle à

Copyright © Le Vénissian

dates fixes, l'homme et la femme ont transcendé ce besoin primordial, ont inventé l'art érotique et l'amour courtois, ont cultivé à l'infini le plaisir amoureux, pris ou donné à l'autre, mâle ou femelle. En ce sens, la conception étroitement reproductrice du sexe bien normalisé en mariage par la tradition catholique est plus proche de l'instinct animal, et son contraire libertin bien plus humain. Aucun historien ne peut ignorer le poids du sexe dans l'histoire des individus, leur comportement social, politique, dans la marche des sociétés humaines. Mais, n'en déplaise à Sigmund Freud, un autre instinct animal est en l'homme, plus fort peut-être que le précédent : il se nomme l'instinct de pouvoir. Saint Augustin d'Hippone l'appelait déjà il y a quinze cents ans la « libido dominandi ». L'homme, être social, est porté naturellement à s'imposer à l'autre, sa femme, son voisin, son partenaire, par la force parfois, la séduction souvent, la parole ou le geste. Nous en voyons tous les jours les symptômes, dans les comportements de la vie quotidienne : c'est le préposé au guichet, mal payé, menacé de chômage, qui se venge sur l'usager qui n'en peut mais, et jouit à le faire attendre ; c'est l'automobiliste rageur, il ou elle, qui ne supporte pas celui qui le précède, et le poursuit d'appels de phares indignés, quelle que soit la vitesse permise ; c'est le beau gosse sur la plage, alignant ses abdominaux devant des donzelles qui lui répliquent de leurs prunelles ou de leurs seins, le but avoué entre amis(es) étant de « posséder », de « conquérir », d'avoir raison de l'autre. Evidemment, cette incontournable envie de pouvoir motive au maximum quand elle est politique, et concerne une part de la société, par élection, démagogie, mérite ou conquête brutale. Le dictateur, en ce sens, n'est pas si éloigné dans ses motivations premières du brillant conférencier éblouissant sciemment un public étudiant : bien plus que les avantages matériels qui en découlent, le pouvoir politique, sur un peuple ou la portion d'un peuple, est un plaisir, une drogue, et conduit vite à la démesure, si manquent les garde-fous nécessaires.

Car c'est bien en cela que réside la solution : rien ne sert de gémir sur la réalité. Cet instinct de pouvoir est à tout instant présent, y compris au sein du processus démocratique, et de révolution. De même qu'une société s'honore en jugulant de par la loi, la répression, les excès criminels de l'instinct sexuel, viols pédophiles, sadisme, etc., une révolution nourrie de communisme devra dorénavant rompre avec les pratiques autoritaires passées, qui n'ont d'ailleurs que peu de rapports avec les pères fondateurs. Marx dans « Le Manifeste » prévoyait l'amenuisement progressif de l'Etat. A l'inverse, le 20ème siècle a vu l'Etat-Moloch s'ossifier, se rendre omniprésent et obsédant dans tous les cas de « socialisme réel », parfois jusqu'à la démesure. Peu importe d'ailleurs que le vieux Karl l'ai dit ou pas : le mouvement communiste organisé au siècle 20 a combattu avec succès l'exploitation économique, elle a trop souvent négligé l'oppression de l'individu, du peuple, par l'Etat, les institutions, et la bureaucratie. En ce sens, il est regrettable que nos révolutions de l'après 1917 aient totalement occulté la réflexion théorique anarchiste, celle des penseurs militants de la 1ère Internationale, de Kropotkine, voire de la Commune de Paris de 1871. Quels que soient par ailleurs leurs échecs, ils avaient inventé nombre de garde-fous théoriques à l'instinct de pouvoir, qui doivent s'intégrer au projet communiste moderne.

Des objectifs contre les dérives oppressives

Il faut défendre avec acharnement et valoriser les libertés conquises au fil des siècles par le peuple français, que les rongeurs de Sarkozy et du Medef cherchent aujourd'hui à grignoter. Rien de plus nécessaire à la France future que ces « vieilles lunes » :

- la séparation absolue des pouvoirs conçue par Montesquieu, entre législatif, exécutif et judiciaire. Ajoutons y le pouvoir financier, et celui médiatique, et constatons à quel point ces barrages contre l'arbitraire sont aujourd'hui démantelés par un président promu par Bolloré et les télévisions, qui dit la loi avant qu'elle ne soit votée, annonce les coupables avant l'enquête, et confond la démocratie et le show-biz.

- Ajoutons-y qu'un Etat réellement démocratique devra être national, émanation du peuple de France, organisé en collectif politique de citoyens, librement réunis, et libres de leurs choix, au contraire de ces projets bureaucratiques « européens ». Ils ne supportent plus la nation issue de la Révolution de France, l'une des plus évidentes conquêtes citoyennes de l'histoire de notre pays. Seul ce jeu de pouvoirs librement élus par la Nation et par les citoyens, localement, permettra d'éviter les décisions technocratiques et ultra-libérales : une armée de surdiplômés décidant

Copyright © Le Vénissian

des bureaux de Bruxelles ou Paris, avec l'aval des gourous du marché, de tout ce dont ils ne connaissent rien, du vin rosé fabriqué en mélangeant rouges et blancs, du fromage sous cellophane pour ne pas choquer ceux qui ne l'aiment pas, etc

- il faut enfin une décentralisation véritable, pas dans les mots et leur contraire en fait. Aujourd'hui, l'Etat centralisé se limite à transférer ses charges aux collectivités locales, les contraignant à de nouveaux impôts : qui se souvient encore qu'il y a trente ans, les grands axes routiers étaient des « nationales » ?

Il faudra pourtant en arriver à des décisions prises, qui les concernent, au plus proche des citoyens : qui, mieux que les habitants de la Corse, sont à même de décider si la langue de l'île, vivante dans les rues, dans les chansons, à côté de la langue française, doit ou non être enseignée à l'école ? Leur réserver ce choix, tout simplement démocratique, ne gênera en rien les droits de la nation française et l'état central : il aura à trancher si ces prérogatives locales, régionales ou communales, viennent à s'opposer aux intérêts des citoyens français en général.

Nos politiciens conservateurs, depuis trente ans, « socialistes » ou de droite, ou « verts », ne cessent de rêver de la disparition des 30 000 conseils municipaux élus, héritage unique en Europe. Fi donc des centaines de milliers de citoyens élus pour s'occuper de leurs affaires ! Les communistes doivent à l'inverse, valoriser, améliorer cette conquête démocratique, et l'élargir dans le sens du projet de la « Commune de Paris », en République des Communes de France : on disait en 1917 la République des Soviets élus.

- Attention toutefois au risque toujours présent de dérive arbitraire. C'est bien un jeu de contre-pouvoir qu'il s'agir d'établir, comme antidote permanent à toute glissade oppressive. La France en a connu en la matière, quand par exemple l'Etat national dirigé par Pétain, a chassé les élus locaux d'opposition, pour confier le sort des communes à des « délégations spéciales » maréchalistes. A l'inverse, la loi nationale de protection du littoral permettra, si elle est respectée, d'empêcher l'urbanisation spéculative des parties préservées des rivages de Corse ou de Bretagne, alors même que des appétits locaux s'alignent sur les affairistes extérieurs en quête de profit. Une autre loi, naïve ou hypocrite, menace de sanctions les communes qui ne construiraient pas de logis populaires ; pure démagogie quand la spéculation sur le prix des terrains fait flamber de tels coûts de la construction qu'aucune collectivité ne peut rentabiliser autre chose que des résidences de luxe. Construire enfin pour les mal logés, les SDF, exige que les législateurs nationaux bloquent le prix des terrains à bâtir, et que la commune en ait l'objectif politique. Ce serait un exemple parfait de décentralisation anticapitaliste, antibureaucratique et anti-oppressive.

- Autre acquis historique des luttes populaires en France aujourd'hui largement grignoté, la laïcité de l'Etat, de l'école et de la vie publique. Le président monarque a proclamé l'instituteur inférieur au curé, au rabbin, à l'imam, dans la pédagogie de la morale, mais sait négocier avec les intégristes juifs du CRIF, avec les islamistes réactionnaires du Conseil des Musulmans de France un « aménagement de la laïcité ». Les communistes, à l'inverse, doivent défendre fermement les vieux acquis laïques, réaffirmer que les croyances religieuses, chrétiennes, musulmanes ou juives, et l'agnosticisme, et l'athéisme, relèvent du choix respectable de chacun, et ne concernent pas l'Etat tant qu'elles n'empiètent pas sur les libertés du voisin. Ce faisant, ils empêcheront dans la France nouvelle le retour aux oppressions qu'exerçaient les églises il y a cent ans. En ces temps de charia dans les cours d'immeubles, de rumeurs d'antisémitisme dès que l'on ose critiquer les colons sionistes d'Israël, l'objectif de laïcité est primordial au communisme.

- Faut-il le redire à nouveau, à l'issue des constats désolants du « socialisme réel » du 20ème siècle ? Le parti unique au pouvoir, omniscient et omniprésent, n'a jamais été l'objectif de Karl Marx et de ses compagnons du projet communiste initial. Né de l'histoire de Russie en révolution, et notamment des conditions de lutte armée, il a partout et en tous temps prouvé son incapacité à refléter une image réelle du pays, des volontés contradictoires des mandants. Peu à peu, dans le meilleur des cas, il devenait une bureaucratie dispensant des prébendes, face à des citoyens fort dépolitisés, comme en URSS déclinante. Dans le pire, il finissait par imposer ses vues par la police et

Copyright © Le Vénissian

les services, comme en de nombreux lieux par ailleurs évoqués : aucun de ces cas de figure n'est jamais vraiment devenu la « dictature (pouvoir, en allemand) du prolétariat » au sens originel, marxien, du terme. Aucun de ces partis sans concurrents dans l'Etat n'a jamais réussi à devenir sa propre opposition nécessaire, malgré ce qu'en disaient les théoriciens du PCUS des années 60. Cela arrive même aux mieux intentionnés, à ceux tout droit sortis d'une longue lutte de libération, comme l'ANC en Afrique du Sud : réunissant dans le consensus mou, la confusion, l'ensemble des courants vainqueurs de l'apartheid, il a eu tendance à oublier une bonne part des plus pauvres, peuplant toujours les bidonvilles quinze ans après. En ce sens, que scissionnent en un nouveau groupement sur sa droite (le COPE), les profiteurs d'un capitalisme noir post-apartheid est une excellente nouvelle : mieux vaut un aiguillon que le ver dans le fruit. Le pluripartisme n'est certes pas la panacée (les pays africains, tel le Mali, qui en alignent une centaine, clientèles de quelques ambitieux sans programme) le savent bien. Il est condition nécessaire, sinon suffisante, à tout pouvoir révolutionnaire qui ne veut pas dériver vers l'arbitraire. Malgré les cris d'orfraie des bourgeoisies qui les combattent (fi, ces méchants « indiens » !), les expériences « bolivariennes », « indigénistes » en cours en Amérique, de Caracas en Bolivie, indiquent une des voix possibles à ce contrôle citoyen qu'il faudra imposer à tout gouvernement de transformation sociale. Du référendum révocatoire, initiative citoyenne et étatique, du dialogue obligé de chaque dirigeant avec les citoyens qui le désirent, par la télévision, par internet, Chavez ou Morales tâtonnent à trouver un « socialisme » du siècle à venir : il serait farfelu de croire à la démocratie directe, qui ne vaut qu'en petit comité de citoyens, on peut s'approcher d'expériences anti-autoritaires en mettant à contribution les nouvelles technologies de l'information.

Le suffrage universel est une autre grande conquête des révolutionnaires de France : des milliers sont morts pour l'obtenir au 19ème siècle, il faut veiller à sa pérennité autant qu'à la prunelle de nos yeux. Certes, on sait à quel point il peut être truqué, par le contrôle des médias, le découpage électoral. Bien plus que le bourrage des urnes d'autrefois, la démagogie des bateleurs professionnels de la promesse électorale creuse a fait, des élections qui se succèdent sans rien changer, un rituel vieillot, jugé sans intérêt par les plus pauvres et les plus jeunes. Et cependant, les communistes doivent ici ne pas être à la mode, et ramer à contre courant s'il le faut : le droit de vote égal pour chaque citoyen, riche ou mendiant, agrégé de philo ou sans emploi analphabète, sera, y compris dans une France socialiste, le seul moyen d'en revenir aux principes républicains de 1793, d'en finir avec les fièvres monarchistes, qui assaillent le peuple français depuis deux siècles. On ne peut l'oublier, cette nation n'a pas condamné Louis XVI alors parce qu'hostile à la monarchie, mais parce que, traître à ses désirs de réforme, il n'était plus digne d'être roi. Depuis, la majorité des citoyens français passe son temps à chercher un monarque élu pour l'aduler pour quelques temps. Bonaparte fut le premier de ces sauveurs, et de talent ; d'autres eurent le même rôle avec parfois beaucoup moins de génie, qui se nommaient successivement Louis-Napoléon, Thiers, Boulanger le « brave général », Clemenceau, « père de la nation » moustachu, Pétain, « maréchal de Verdun » puis chef des « collabos », De Gaulle enfin, le père noble, et Mitterrand, le Machiavel de gauche qui eut raison du PCF La constitution gaulliste est toujours là, que son père Michel Debré disait de « monarchie républicaine ». Elle convient très bien à notre Sarkozy, parvenu des banlieues riches, qui s'agite en poupée gonflable dans un rôle trop grand pour lui. On sait son déséquilibre mégalomane, son goût effréné d'une cour de lèche- présidents. On a moins remarqué que ce système monarchique a gangrené, par capillarité, toutes les assemblées territoriales de France : dans les choix locaux importants, immobiliers ou financiers, le conseil municipal n'est rien, la maire tout. Les présidents de région, de département, ont la même prééminence sur les assemblées régionales ou départementales. « Vive la République démocratique et sociale ! » : le slogan communard de 1871 doit encore être au programme des communistes.

Le drame politique de la France actuelle est le désintérêt grandissant, à chaque élection, pour le scrutin, notamment parmi ceux qui souffrent le plus de l'exploitation, de l'oppression. Et ils n'ont pas si tort de constater depuis vingt ans à quel point les promesses d'avant élection sont trahies les années qui suivent, par les bénéficiaires du pouvoir. Comment oublieraient ils que les partis de gauche, PCF compris, élus pour « changer la vie », ont accompagné aux ministères plans successifs d'austérité, privatisations répétées, pénuries des services publics, chômage et précarité des emplois, reculs des « privilèges acquis » au fil des luttes sociales

Rien d'étonnant dans le mécanisme politique de la France : tout élu, national ou local, est choisi par la majorité des électeurs exprimés, pour un laps de temps déterminé, durant lequel il est libre, totalement, d'agir selon ses

Copyright © Le Vénissian

promesses électorales, ou en sens opposé. Il s'agit d'une délégation de pouvoir entre deux scrutins. Toutes les constitutions françaises successives depuis deux siècles annoncent expressément qu' « il n'y a pas de mandat impératif ». IL n'y eut en fait que deux projets politiques de France, prévoyant la révocabilité des élus par les mandants, des mécanismes de surveillance populaire après le scrutin : la constitution de 1793, inappliquée du fait de guerre et du renversement de Robespierre, et le programme de la Commune de Paris, fusillée à la lueur des incendies en 1871. Il ne serait que temps pour les communistes de France de reprendre à leur compte ces objectifs : rien de plus nécessaire demain que la souveraineté populaire.

Ces objectifs suffiront-ils à empêcher de futures dérives oppressives quand reviendra le temps des révolutions socialistes ? Peut-être pas, ils ne sont pas la panacée et sont peut-être incomplets : à l'issue d'un siècle jalonné d'échecs, d'imperfections, les communistes, à juste titre, sont en état de recherche.

Ils y contribueront en tout cas largement, sachant que l'enthousiasme et l'altruisme révolutionnaires ne peuvent persister très longtemps. Quelles qu'en soient les conditions, il ne faut pas compter sur les vertus morales. Il est nécessaire qu'existent, au sein même des institutions exerçant le pouvoir, plusieurs instances de contrôle et de contre-pouvoirs systématiques, car toute latitude d'opprimer incontrôlée est une tentation trop grande. Aux années 70, on parlait beaucoup d'autogestion comme remède aux dérives autoritaires, les communistes y compris ; et ils n'avaient pas tort, en entendant par là qu'il fallait ôter aux actionnaires la propriété de l'entreprise, son droit de vie, de mort sur elle, et de la « délocaliser » vers d'exotiques surprofits . Mais il serait inacceptable que les services publics nationaux du futur soient gérés exclusivement au gré des intérêts exclusifs des salariés qui s'y emploient, sans tenir compte de ceux, parfois contraires, des usagers, des citoyens

VII Etat des lieux 2009

Les communistes en France sont aujourd'hui éparpillés en de multiples organisations, groupes, chapelles, plus occupées parfois à réciproquement s'excommunier, voire à s'encombrer d'adhérents relevant d'une autre mouvance, pour se donner l'illusion du nombre, qu'à convaincre une opinion désinformée. A ce niveau d'effritement, d'inefficacité autre qu'occasionnelle, la nébuleuse n'est plus une image adéquate. On penserait plutôt à un champ d'immeubles explosés, où s'agitent de ci, delà, quelques survivants préoccupés surtout d'eux-mêmes. Et pourtant, les communistes en France sont nombreux, dizaines de milliers de toutes conditions, qui portent en eux ce rêve singulier, que tous ses contempteurs ne cessent de vouloir tuer, après l'avoir décrété mort. Le PCF en « risque » d'implosion

Grand corps malade depuis fort longtemps, riche de son histoire et son ancrage populaire, de ses lambeaux de communes plus très ouvrières, envahi de métastases opportunistes, le PCF, avec ses 130 000 adhérents (?) , est encore celui où s'accrochent des milliers de communistes envers et contre tout. Aux dernières élections internes à l'organisation, préparant en 2008 son congrès, le texte redondant et mou proposé par la direction pour concilier les courants contraires, n'a recueilli que 60% des votes militants ; 4 sur 10 se sont au contraire retrouvés autour des « critiques de gauche », opposés aux dérives opportunistes et à l'alignement sur le PS (« La Riposte » et ceux réunis avec André Gérin, député-maire de Vénissieux). Les plus droitiers au sein du PCF, cornaqués par l'ancien secrétaire général Robert Hue et Marie- Pierre Vieu, « idéologues » de l'allégeance à « la gauche » libérale, avaient si peu confiance en leur audience interne qu'ils ne proposaient pas leur texte propre au vote, et tinrent un congrès concurrent face à celui du PCF officiel. Le mode de fonctionnement étant au parti, ce qu'il est, que croyez-vous qu'il arriva ? A l'issue du congrès, une nouvelle direction, « conseil national » resserré (?) fut « choisie ». Les partisans de 40% de militants n'en sont pas, sauf deux ou trois, peu connus. Les droitiers, partisans d'une « large ouverture » au social-libéralisme qui firent mine d'en partir, peuplent massivement le conseil national, bien au-delà de ce qu'ils représentent en militants. Triste confirmation pour certains d'entre nous que la stratégie de reconquête interne du PCF est, par sa nature fonctionnelle, condamnée à l'échec.

Copyright © Le Vénissian

D'autant que le PCF persiste et signe en 2009, à l'occasion des élections européennes. Alors que les partis de gauche, pourtant opposants aujourd'hui, s'obstinent à ne bêler qu'un message inaudible ; que le PS, définitivement droitier, a pour seul programme électoral les erreurs qu'il attribue à la droite sarkozienne, et son désir d'accéder à nouveau au pouvoir par défaut ; le PCF eut pu, si le bon sens l'avait saisi, constater que la majorité des français avaient voté contre « l'Europe » des banquiers, trafiquants de main d'oeuvre et pourvoyeurs de bas salaires. Il lui suffisait donc, pour surfer sur la vague, de se présenter en seul adversaire, opiniâtre, de l'Europe supranationale : elle fut au service du capitalisme dès sa naissance, et ne peut que le devenir un peu plus chaque jour, au gré du rapport de force actuel. Au lieu de ce discours très clair, le PCF s'est dépensé à prôner « l'autre Europe » (?), et a désarçonné encore un peu les électeurs qui restent. En s'alliant à un transfuge du PS, il se décolorait encore un peu en « Front de Gauche », risquant d'atteindre un score minuscule, bien en deçà de ce qu'il est encore, l'espoir toujours vivant d'un univers nouveau pour des milliers de communistes authentiques.

Bien qu'affichant depuis sa création un monolithisme sans failles, baptisé « centralisme démocratique », le PCF, organisme vivant, a toujours réuni des sensibilités diverses : durant la guerre d'Algérie, par exemple, ou quelques adhérents allaient jusqu'à porter les valises du FLN, quand d' autres, réticents, rechignaient à la fin de l'empire français. Le grand public, les électeurs, la majorité des militants même, s'en tenaient à la version majoritaire et réaliste, un parti uni dans sa « lutte de masse », pour imposer la paix en Algérie, par la négociation avec les nationalistes algériens.

Cet objectif, susceptible de convaincre une opinion française encore favorable aux thèses coloniales, était largement partagé par les adhérents : les minorités internes réticentes, colonialistes ou impatients, étaient faibles, isolées, et quittaient sans un mot le navire.

Toute autre est la situation depuis l'affaiblissement du parti, tiraillé aujourd'hui en groupes multiples, idéologiquement inconciliables. Si le mot « tendances » est proscrit, la réalité est bien présente, et fluctuante.

Ne nous attardons pas sur la réalité droitière, matricielle, de la dérive opportuniste de l'ensemble, qui conduisit le PCF « en mutation » sous la direction, quelques années, de Robert Hue. En font partie, autour de lui, d'anciens ministres PCF de la gauche, alors que d'autres, comme Fiterman, ont poussé la « logique unitaire » jusqu'au ralliement au PS ; et surtout de multiples permanents professionnels influents dans les régions, Ile de France ou Languedoc en alternance, comme Blotin ou Gayssot. Leur vulgate tactique tient en quelques principes : s'assurer l'appui électoral du PS en ne s'éloignant pas trop de ses croyances, en refusant par exemple l'idée de manifester contre la guerre israélienne à Gaza, ou celle des USA contre l'Irak.

Cette tendance rêve d'élargir le parti à d'autres sensibilités, écologistes, féministes, humanistes, pour en transformer la substance, à l'image revendiquée des « ex-communistes » d'Europe centrale et du sud. Cela bien sûr tout en gardant les clés de la « vieille maison », ses locaux, l'audience qui lui reste, quitte à l'engluer dans un financement extérieur, d'Etat ou d'entreprise. L'objectif n'est pas qu'ébauché, il est assuré de soutiens peu nombreux mais influents à tous niveaux de l'organisation, comité national, fédérations. D'ores et déjà, une fondation dite « Péri », aux ressources abondantes et occultes, contrôlée par Robert Hue et ses fidèles, a repris la gestion de revues survivantes du PCF, et d'échanges internationaux (Afrique, Chine) que le parti n'assume plus. Ce phagocytage du parti par sa frange « gauche plurielle » va bon train depuis le congrès ; handicapé par sa faiblesse numérique en militants, il est redoutablement efficace par le contrôle des leviers de pouvoir dans l'appareil.

L'ultime décennie du siècle 20 a vu se déployer une palinodie presque surréaliste : à Moscou, Gorbatchev dissolvait sans autre forme de procès le PC d'Union soviétique dont il était le secrétaire général ; à Paris, son admirateur avoué Robert Hue jouait les fossoyeurs bonasses d'un PCF en déshérence, avant de devenir, quelques années plus tard, « la nouvelle coqueluche d'un PS en détresse » (Le Monde des 12 et 13 juillet 2009).

Copyright © Le Vénissian

Dans le Landerneau 2009 du petit monde de la gauche française le résultat calamiteux des élections européennes devrait servir d'électrochoc : un PS définitivement ancré dans ses certitudes libérales, et réduit au choc des ambitions internes, ne peut plus prétendre phagocyter ses partenaires opposants de Sarkozy quand il ne réunit que 16 % des votants ; le PCF ne peut empêcher en son sein de voir surgir enfin quelques envies de rompre avec l'ascendant du PS, de faire naître une force nouvelle, une coalition de gauche anticapitaliste, liée aux luttes sociales et à l'anti-impérialisme, sans plus de concessions d'opportunisme électoral.

C'est à cette occasion que Robert Hue qui fut Président du PCF dont il n'est plus l'adhérent, se pose en défenseur de l' « Union de la Gauche », au sein d'une assemblée de dirigeants socialistes ; sénateur du Val d'Oise, grâce déjà aux suffrages du PS, il tient à le rester et se fait le porte - paroles des élus du PC tributaires du même parcours, des mêmes compromis politiciens ; ce faisant, il est très lucide : son « appel pour un pacte unitaire de progrès au-delà des appareils politiques », réunissant des notables élus « communistes de gouvernement », PS, Verts, ou syndicalistes réformistes, est le seul moyen d'assurer la réélection des « 185 conseillers régionaux sortants » (du PCF).

Le choix est en effet pour les années qui viennent en France de la constitution d'un pôle anticapitaliste capable d'attirer à lui tous ceux qui rêvent d'une France socialiste, égalitaire, démocratique et pacifique refusant fermement tout accord organique avec les partisans du capital, qu'il ait pour maître - queue Strauss-Khan, Cohn-Bendit, Bayrou ou Sarkozy ; choix de rupture donc avec la stratégie de l' « Union de la Gauche », qui en 30 ans a démontré qu'elle était le masque idéal de la régression sociale, de la destruction des services publics, de l'aliénation monarchique et médiatique des esprits. Pour cela, le PCF devra effectivement perdre quelques centaines d'élus nationaux, régionaux ou locaux : sa renaissance révolutionnaire est à ce prix, qui n'a rien d'excessif.

Quels que soient par ailleurs le dévouement et les qualités de certains de ses membres, cette cohorte élue a-t-elle réussi à stopper les méfaits des pouvoirs successifs en place, privatisations, régressions sociales ? En fait, ces notables élus que Robert Hue défend sont devenus les cadres régionaux, locaux et nationaux du PCF, ses véritables dirigeants, par-delà les congrès et la volonté des adhérents : ils sont donc l'obstacle essentiel à la rénovation de ce parti sur une base anticapitaliste.

La direction du PCF a indéniablement le soutien de la majorité des adhérents, « légitimistes », quel que soit par ailleurs son manque total de charisme, y compris nombre de communistes authentiques, peu informés de l'histoire du parti dont ils sont adhérents sincères. Ce qui les paralyse et les confine à une prudence excessive, à un modérantisme parfois timoré, est l'attachement quasi religieux, irrationnel, à ce que fut en d'autres temps un bonus militant, et n'est plus qu'une duperie politique : « sauvegarder, par tous les moyens, l'unité du parti ». Au lieu donc de favoriser sa reconquête par les communistes, ils se résignent à admettre les compromis constants avec le réformisme le plus plat, y compris dans leurs rangs. Mieux, ils en redemandent, confondant élargissement de l'influence et compromis idéologique, navigation à la godille et plus grande ouverture d'esprit. Les marges « rouges » du PCF

Le renouveau ne pourrait venir évidemment que de ces communistes à la gauche du PCF, qui sont d'accord pour refuser la « mutation » opportuniste du parti. Ils sont finalement nombreux, mais disparates, eux que la presse malintentionnée à leur égard (Monde, Figaro, Libération) a baptisé, curieusement, les « orthodoxes » : orthodoxes de qui, de quoi ?...

- Une partie de ces mouvances a choisi délibérément de rester dans le PCF, et d'y lutter pour un objectif qu'elle croit, malgré l'expérience, plausible : la reconquête interne du parti, conçue comme un retour à la lutte de classes, l'anti-impérialisme et la fin des concessions opportunistes. Ils ont parfois, à l'aide d'un leader local bien implanté en tissu militant, réussi à devenir majoritaires : ce fut le cas des années durant, en Pas-de-Calais, avant que la direction fédérale réintègre le giron protecteur de Marie-George Buffet. C'est encore aujourd'hui, le fait d'une « section » du

15ème arrondissement parisien, de celle plus modeste de Béziers en Hérault, dont le représentant au conseil national proclamait son désir d'employer le scrutin à « faire péter (exploser) l'Europe ». C'est surtout le choix de Vénissieux, en Lyonnais, qui confère au député, André Gérin, un rôle reconnu de porte-voix des opposants à la gauche du PCF. Evincé des instances nationales de direction au dernier congrès, il a clamé un vigoureux refus de l'Europe institutionnelle : l'Humanité, journal qui s'affirme toujours communiste « sans dépendre du PCF », l'a passéen tribune libre ! Un autre groupe aussi est né d'un ancrage local, autour d'Aubervilliers en Seine Saint Denis, département en pleine mutation socio-politique. Il fut autrefois « ceinture rouge » de Paris, parsemé de « forteresses ouvrières » en voie de démantèlement : Saint Denis, Montreuil, Aubervilliers, où bureaux et logis de standing remplacent aujourd'hui ateliers et taudis lépreux, ont vu leurs mairies passer aux hérauts de « l'union de la gauche », ou aux « Verts », et le conseil général basculer au PS. André Karman, élu d'Aubervilliers, et ses amis, ont à contre courant, créé « la gauche communiste », qui ambitionnait d'essaimer dans les régions de France, et y parvint parfois, localement.

- Ajoutons pour être plus complet, sinon exhaustif, dans ce tableau mouvant des sensibilités organisées à la gauche du PCF, qu'elle peut se prévaloir du soutien de militants prestigieux, et âgés, proches des « vétérans », comme les héros de l'anti-colonialisme communiste, Henri Martin, Henri Alleg, les anciens députés Pranchère et Georges Hage Ces noms évoquent au PCF un passé glorieux : la direction les ménage quand ils contestent, comme on hésite à matraquer femmes et enfants, placés au premier rang des manifestants.

- Ils sont en quelque sorte le lien ténu entre générations de militants, entre les groupes précédents, et ceux, très structurés, présents un peu partout en France, issus tous deux de ce qu'on nommait en 2000 « Coordination communiste ». Brisée par les divergences tactiques vis-à-vis de la direction du parti, et par des conflits personnels, elle a donné naissance au PRCF, animé notamment par le théoricien marxiste Gastaud, et à son émule concurrent l'URCF, dont Jean-Luc Sallé est l'un des dirigeants. Très actifs dans certains conflits socio-politiques locaux, ces militants le sont aussi beaucoup pour dénoncer la criminalisation du communisme européen. Ces actions assurent leur impact, notamment auprès de militants âgés nourris de leur rôle historique. Elles font aussi leur faiblesse, quand elles révèlent en style et analyses, une indéniable nostalgie a-critique du « socialisme réel », continent englouti pour les générations nouvelles.

- Autre groupe influent à l'intérieur du PCF, « La Riposte », avec Greg Oxley, dont le texte programme fut approuvé par près d'un militant sur cinq, lors du vote préparatoire au congrès. L'analyse des résultats révèle l'aspect récurrent de certains clivages prétendument indépassables, pour des marxistes historiques. « La Riposte » a fait un succès attendu dans son fief toulousain, parmi les étudiants, mais aussi, à la surprise de beaucoup, parmi les salariés syndicalistes de Bastia, en Corse, ou d'Alès en Cévennes, qui se sont reconnus dans un discours axé sur la lutte des classes, qu'ils espéraient. Le paradoxe étant que « La Riposte » est le seul mouvement trotskiste organisé, affilié à un vaste panel de partis de la même obédience, d'Amérique en Asie et Europe de l'Est : en 2009, la querelle Trotski-Staline relève fort des vieilles lunes, et entre pour peu dans les choix des prolétaires de Bastia

- Ces groupes sont en tout cas à la jonction entre ceux restés adhérents du PCF avec l'espoir de le changer, et la foule des communistes, aussi nombreux peut-être, qui croient cette lutte interne illusoire, comme le groupe Combat, animé par Guy Poussy en Val de Marne, ancien suppléant de Georges Marchais ; ou les « Rouges vifs », organisés à Paris et en banlieue, notamment par des militants de grandes entreprises (aéroport d'Orly, banques et journaux du 2ème arrondissement, cheminots des gares d'Austerlitz et d'ailleurs). D'autres « Rouges vifs » fort dynamiques, ont vu aussi le jour à Marseille, entraînés par le leader bouillonnant de la CGT des chômeurs, Charles Hoareau. D'autres collectifs communistes locaux existent en Loir et Cher, en Seine Maritime, etc, et drainent une audience locale, ou par le biais du net

Au sein de ce kaléidoscope, la donne eut pu être changée vers l'an 2000 par un journal mensuel, « Le Manifeste », dont l'ambition était de dépasser ces différences. Il vit le jour et atteignit quelques milliers de lecteurs, puis il mourut, de l'incapacité d'être autre chose que la voix des quelques uns qui notamment le finançaient.

Copyright © Le Vénissian

Dans cet esprit « d'oecuménisme communiste », on peut citer « le collectif communiste Polex », groupe de réflexion sur les questions internationales, dont le nom se réfère à la « section de politique extérieure » active près de la direction du PCF jusqu'à son démantèlement par Robert Hue, aux temps de « mutation ». Ambitionnant ouvertement de réunir des communistes en dehors de tout groupe, pour confronter leurs analyses et lutter mieux contre l'impérialisme, il y est modestement parvenu, lors de débats animés, réfléchis, auxquels participaient des militants européens ou africains, des tenants officiels du PCF et leurs critiques, adhérents ou non de ce parti, défenseurs de Cuba, de la Chine, sans la moindre réserve, ou mesurés : le kaléidoscope actuel des communistes, en quelque sorte, pour raviver l'action militante. Une voie vers l'issue, peut être, mais elle reste bien lointaine Fils de Marx, de Trotski et Bakounine ?

Le conflit Staline-Trotski, transposé en luttes sans pitié entre 3ème et 4ème Internationales à l'échelle du globe, a été quatre-vingts ans durant, une des guerres internes à la famille communiste, d'une rare intensité de haine et de furie. Fusillades et liquidations à Barcelone en 39, délations et exécutions réciproques, entre résistants anti-nazis en France, victoire « stalinienne » d'après guerre et marginalisation « trotskiste » : ne serait-il pas temps d'enterrer la hache de guerre, entre protagonistes qui n'ont jamais eu totalement raison ? Il est sain pour les historiens de Russie et des révolutions du monde, de questionner, encore aujourd'hui, les vieux débats vitaux de l'URSS, révolution mondiale permanente ou en un seul pays, état bureaucratique issu du peuple ouvrier ou technocratie politique. Le débat a été tranché dans les faits, et il ne répond guère aux questions d'aujourd'hui, sauf à forcer un peu le trait : Staline, le vainqueur, ne fit certes pas dans la dentelle en gouvernant. Mais qu'eut fait à sa place Trotski, le créateur de l'Armée Rouge, qui eut tout de même avant sa chute, le temps de militariser les syndicats soviétiques, d'en faire les courroies de transmission des oukazes d'état ?

La discussion, donc, est forclose. Redouter les déviations d'état bureaucratiques ou policières n'est pas une spécialité trotskiste, mais un principe communiste à mettre en oeuvre. Une majorité des militants actuels du NPA, de LO, du PT, n'ont d'ailleurs lu ni Trotski, ni Staline, et fort peu Lénine au demeurant ; pas plus d'ailleurs, pas moins, que ceux du PCF, qu'on le regrette ou pas.

Le NPA d'aujourd'hui est un nouvel habit : il fut durant quarante ans la Ligue Communiste, dont il faut rappeler la genèse. Surgeon du PCF à partir des années 60, elle est née dans ce chaudron existentiel qu'était alors le Quartier Latin étudiant, ponctué de hauts lieux le long du Saint Michel, rue d'Ulm et la Sorbonne, librairie Maspero et local de « Clarté », place Paul Painlevé. Les « étudiants communistes » parisiens (UEC) avaient alors tué le père, en rejetant la tutelle du parti, et de son délégué auprès d'eux, l'apparatchik dandy Roland Leroy. Bardés de citations de grands auteurs marxistes, ils se disputaient sous l'égide d'icônes imaginées, Trotski, Mao Ze Dong, Che Guevara. Les uns, dits « italiens » lorgnaient vers Rome et un PCI plus « ouvert » que celui de France ; d'autres voyaient déjà la Grande Muraille ou la Sierra Maestra en bords de Seine. Cette cacophonie recouvrait toutefois la conviction commune « anti-parti », anti-soviétique, des turpitudes de Staline et de ses successeurs moscovites, embourgeoisés, trop conciliants avec l'impérialisme occidental. Le PCF fit le ménage à l'UEC, avec l'aide des étudiants plus mesurés de province, de Montpellier, Lille, etc qui expulsèrent les trublions. Telle fut l'origine des groupes trotskistes ou maoïstes qui, rejetés, se constituèrent en petits partis d'activistes intellectuels, de façon plus ou moins pérenne. Ils eurent leur heure de gloire en mai 68, quand les murs de Sorbonne occupée s'ornaient des portraits de tous les grands ancêtres, Marx et Engels, Bakounine et Blanqui, Mao, Staline, Gramsci et Trotski. Ces images, imberbes ou barbues, présidaient aux diatribes enflammées dont n'étaient exclus que les « stals » et les « fafs » de la droite extrême, les gros bras de la rue d'Assas. Cela pendant que les usines étaient en grève, ou dans la rue. Une fois la fête finie, chacun rentré « chez son automobile » comme le disait Nougaro, ces groupes qu'on disait gauchistes ont mal vécu les atteintes du temps. Quelques uns des tenants de Mao et Lin Piaio se sont perdus en combats clandestins sans issue. La plupart ont, c'est bien connu, rejoint le camp qu'ils combattaient, peuplant aujourd'hui le Medef, les grands médias conservateurs. Certains trotskistes aussi se sont déshonorés au fil des ans, ceux par exemple assidus à former de nombreux dirigeants du PS, comme Jospin. Les seuls méritant le respect, pour leur fidélité durant des décennies aux convictions premières, furent ceux de la Ligue Communiste, avec Krivine et Bensaïd. Elle ne fut, durant ce laps de temps, qu'un groupe structuré, militant et actif, mais inapte à jouer dans la cour des grandes organisations françaises : un effectif limité d'adhérents, aucun impact électoral notable, peu

Copyright © Le Vénissian

d'influence, à l'exception de quelques enseignants syndicalistes La « divine surprise » arriva pour la Ligue après l'année 2000, grâce au déclin opportuniste du PC français, son géniteur. Besancenot, intellectuel cultivé au bagout remarquable, fort d'une image télévisée de « facteur PTT à Neuilly » quand tant d'autres leaders étaient professionnels de la promesse électorale, fit bondir les scores de la Ligue aux élections, alors que Robert Hue dégringolait. De nombreux communistes, électeurs habituels du PCF, écoeurés par les palinodies réformistes de l'ex « parti des travailleurs » prirent dès lors l'habitude de voter pour « le facteur », l'un d'entre eux, qui disait enfin aux médias ce que le PCF devrait dire : que le PS était accroché à l'idéologie de droite, que la tactique « union de la gauche » relevait de l'escroquerie politique, que seules les luttes populaires étaient l'issue

Prenant parfois ces ralliements de circonstance pour une adhésion à leurs thèses, voire à l'héritage trotskiste (?), les leaders de la Ligue en firent hara-kiri, la baptisant en 2008 « Nouveau Parti Anticapitaliste », en profitant des bons sondages du « facteur » auprès de la jeunesse, des salariés déçus par « la gauche réelle ». L'avenir dira si l'opération réussit, si le NPA deviendra demain le grand mouvement de transformation socio-politique souhaité, ce n'est pas encore le cas. Mais surtout l'opération n'est pas sans risques politiques et idéologiques : supprimer le sigle communiste, le remplacer par une définition négative, tout droit sortie des grandes messes alter mondialistes, prônant un autre monde sans savoir lequel, n'est-ce pas risquer l'affadissement du projet, pour le seul objectif d'être les plus nombreux ? La Ligue a été protégée de la dérive opportuniste parce qu'elle n'avait pas d'élus à préserver : ce mal guette le NPA quand il a pour seul but aux élections européennes de 2009 de dépasser définitivement le PCF. Quand, pour « élargir » son audience, il s'en tient lui aussi à prêcher pour une « autre Europe », isolat de bonheur progressiste dans un continent capitaliste. A l'issue des élections européennes, le NPA doit constater l'inanité de son espoir : il ne saurait remplacer le PCF, héritier d'une longue histoire, saura-t-il en tirer les conséquences, arrêter de rêver à la mort du père ?

- On trouve aussi des communistes indéniables à Lutte Ouvrière, qui fut longtemps le pendant concurrent de la Ligue, elle aussi d'origine trotskiste. Militante et active malgré son nombre limité d'adhérents, elle eut, plus que la précédente, des liens réels avec les luttes sociales en entreprise, notamment par le biais syndical. Mais ce n'est pas faire injure à certains de ses militants, dévoués comme on savait l'être au PCF il y a vingt ans, de noter comme un handicap un langage trop souvent connoté des années d'après guerre, voire une propension de quelques uns à la clandestinité sectaire.

- Mêmes limites et mêmes qualités, dans le Parti des Travailleurs, relevant lui aussi des chapelles trotskistes antagonistes. Cela n'interdit pas toujours d'animer des luttes efficaces, localement, quand ses militants parviennent à se dépouiller de leur haine sectaire, originelle, obsessionnelle, du PCF et des autres fils putatifs de l'inventeur de l'Armée Rouge.

- Reste à réintégrer à la famille communiste, malgré tous les fossés qu'a pu creuser l'histoire entre eux, ceux des anarchistes qui n'ont pas effacé l'héritage de Marx et de la 1ère Internationale. Il est vrai que l'individualisme libéral régnant aujourd'hui s'accommode très bien d'un libertarisme de salon, dénonce l'Etat quand il protège les plus faibles, et confond liberté et loi de la jungle marchande. Vrai aussi que depuis Ravachol, la violence irraisonnée a toujours été le meilleur argument du conservatisme social. Le procédé n'est pas usé : provocateurs stipendiés ou naïfs, les « Black Blocks »en ravageant récemment un quartier pauvre de Strasbourg, sous le regard complaisant de la police, ont réussi à déconsidérer la manifestation franco-allemande contre l'Otan. Si ceux-là sont toujours le terreau des provocations politiques, il n'en reste pas moins que le temps est peut-être venu de réintégrer dans la galaxie communiste, une planète longtemps excentrée, souvent rétive à tout alignement, faite de militants syndicaux et parfois associatifs, qu'inspire l'anarchisme politique. On ne peut oublier une réalité bien longtemps occultée : qui sait encore qu'en banlieue nord de Paris, à Argenteuil en 1919, des anarchistes formèrent un soviet, inspiré de la révolution russe, embryon du futur PCF ? Pourquoi cacherait-on le grand nombre d'anarcho-syndicalistes, qui firent en 1920 au Congrès de Tours, sortir un PCF aligné sur les bolcheviks, d'un PS englué dans « l'Union Sacrée » opportuniste et « patriote » ? En 1921 encore, Moscou en révolution fit de grandioses funérailles à Kropotkine, le prince rouge et noir. Puis commencèrent les ruptures : elles durent encore. Il existe pourtant nombre de militants qui

Copyright © Le Vénissian

se disent eux-mêmes des « communistes libertaires », lutteurs sans compromis contre l'impérialisme guerrier, pour les immigrés sans papiers soumis aux caprices de la police et des patrons. Tout ostracisme communiste à leur égard est une perte de substance, pour un ensemble de courants pas encore en ordre de bataille.

- On ne saurait exclure de la nébuleuse communiste, la petite cohorte de philosophes ou sociologues médiatisés, bien que nourris de convictions marxiennes ; ils sont capables d'analyses stimulantes et souvent pertinentes, quand ils savent se dégager de la bulle universitaire ou académique, qui leur laisse ignorer la réalité sociale en mouvement ; à condition aussi de ne pas prendre le petit monde d'internet sur lequel on cultive son ego pour le sel de la terre ; le petit peuple des trains de banlieue, si aliéné soit-il aujourd'hui, est le seul à pouvoir accoucher tôt ou tard de révolution sociale et politique, quand il conviendra de sa nécessité ; elle ne peut venir de seuls cénacles réservés à « l'élite intellectuelle », si critiques soient-ils.

VIII I have a dream : le parti des communistes de France au 21ème siècle

Il a fallu vingt ans entre le rêve éveillé du martyr Luther King, et l'élection de Barak Obama aux USA. Vingt ans de luttes et d'assassinats de militants, quelques guerres perdues en Asie, en Afrique, et une crise économique ravageuse. De plus, n'en déplaise aux gogos qui prennent leurs vessies pour des lanternes, cela ne change pas encore l'essentiel : l'impérialisme US est toujours là, même s'il est repeint de couleurs fraîches et pimpantes. Il sévit en Afghanistan, en Palestine, et menace au Caucase, en Amérique. Les rues de Detroit ou New Orleans sont plus que jamais parsemées de chômeurs sans abris, et Mumia Abu Jamal condamné sans preuves parce que militant, risque toujours l'exécution dans sa cellule.

Mais en même temps, quelle gifle ce fut pour le conservatisme yankee ! Et quelle mutation des mentalités aux USA implique l'élection triomphale d'un noir ! Le temps des lynchages est clos outre Atlantique, et, sur ce point, qui n'est pas rien, le rêve de Martin Luther King est devenu réalité. Il n'est donc pas trop tôt pour faire un autre rêve, au coeur d'une réalité bien différente.

Champ de ruines, ai-je dit, que le champ communiste de France en 2009. Ou plutôt semis de pousses isolées, inefficaces, dans un paysage de cendres d'après incendie. C'est avec ces hommes et femmes séparés, antagonistes même jusqu'à présent, que devra bien un jour se reconstituer le parti des communistes de France, capable de convaincre la majorité des citoyens, des prolétaires, qu'il faut au pays et au monde une organisation socialiste des richesses et des moyens de production : la question de l'accès au pouvoir viendra après, en temps et lieux.

- Parti des communistes de France, et non français, car tous ceux y vivant de leur travail y ont leur place. La nation est un choix de citoyens, non une couleur de peau, une culture, une théologie. Il faut affirmer notre volonté d'en finir avec cette coupure aujourd'hui entre l'organisation communiste et la masse des prolétaires de notre pays, issus des immigrations successives.

- Parti des communistes de France aussi pour affirmer que ce pays a vocation à construire un nouveau socialisme, dès que son peuple en aura massivement exprimé le désir, et cela sans attendre l'accord des Polonais, des USA, ou d'autres continents. Comme à Cuba, en Chine ou à Moscou en 1917, ce changement sera national ou ne sera pas.

- Communistes de France enfin, car il faut redonner la possibilité aux militants, localement, de décider des tactiques de lutte. A l'inverse de ce qui, depuis longtemps, se passe au PCF : il lui est arrivé de réagir aux oukases gouvernementaux pour la Corse, par un communiqué rédigé par un avocat parisien proche des cercles dirigeants, autoproclamé spécialiste on ne sait trop pourquoi, et cela sans aucunement consulter les militants de l'île. Faut-il

Copyright © Le Vénissian

rappeler que si la majorité des Franciliens a le droit d'être opposée à la mise à mort de taureaux dans l'arène, les communistes gardois sont les seuls habilités a déterminer la position de leur parti, sur la validité des corridas à Nîmes , qui font partie de leur culture.

Communistes de France, enfin, parce que si la nation française, face à la mondialisation du capital, est redevenue un concept progressiste, à défendre et valoriser, c'est dans l'égalité totale avec toutes les autres : on ne peut se prétendre communiste si l'on ne combat pas résolument l'oppression coloniale, en Palestine par exemple, contre sa version israélo-sioniste ; pas davantage si l'on hésite à s'affirmer solidaire des peuples humiliés par l'impérialisme, qu'il soit étasunien ou français, comme en Irak, Afghanistan ou Tchad ; il n'est pas besoin d'approuver Kim Jong Il et sa version curieuse du marxisme pour dénoncer les menaces nippo-étasuniennes contre la Corée, et les mensonges déversés à ce sujet par la « grande presse » française. La France progressiste fut capable de réunir dans la rue des millions de manifestants contre les guerres coloniales en Algérie et au Vietnam, contre l'armement nucléaire. Elle n'a pas su le faire à propos de l'Irak ou de l'Afghanistan, contre l'OTAN. Les communistes doivent lui faire retrouver ces chemins-là.

L'organisation structurée des communistes, seul gage d'efficacité à convaincre, car porteur d'un message clair, doit réunir tous les hommes et les femmes attachés aux principes de base, les quatre piliers qui fondent notre identité devant l'histoire : le refus que des hommes exploitent d'autres hommes, et de toute oppression ; l'objectif d'égalité entre les hommes et les peuples, et d'en créer les conditions ; la nécessité d'un parti apte à convaincre des nécessaires mutations, qui ne seront possibles qu'appuyées par la masse des citoyens.

Tout le reste, entre communistes, est sujet à débats, nécessaires à l'issue d'un 20ème siècle qui vécut la première grande expérience mondiale de « socialisme réel », et ses échecs, qu'il faudra bien ne pas renouveler. Le monolithisme de façade n'est plus possible, et pas souhaitable. Quand les principes de base sont entre eux clairement affirmés, les communistes ont intérêt à laisser s'exprimer librement les diverses approches tactiques plutôt que de rester sourds et aveugles à la réalité qui bouge, et fait naître de nouveaux problèmes à résoudre. Cette diversité acceptée fut une des richesses des révolutions russe en 1917, cubaine en 1956 : elles ne s'en portaient alors que mieux.

Ce parti des communistes, évidemment, devra pour animer les luttes quotidiennes, préalable aux révolutions nécessaires, nouer des alliances avec d'autres mouvances, partis ou organisations diverses, convergeant avec lui sur quelques points précis, contre l'exploitation capitaliste, l'oppression des individus, l'impérialisme. Il serait absurde et nihiliste de refuser le soutien de salariés en lutte avec des réformistes, de ne pas dénoncer la spéculation sur les rivages avec des Verts qui s'en inquiètent, et même de ne pas nouer des accords électoraux, locaux ou nationaux, s'ils sont profitables aux prolétaires, aux salariés, contre la droite réactionnaire au pouvoir.

Mais à la condition expresse de ne pas passer de l'alliance à la confusion politique, de ne pas transformer en compromission sacrificielle ce qui doit rester alliance tactique, et fermeté de nos principes.

Deux exemples concrets, parmi des milliers d'autres en ces temps de dérive, suffiront à l'expliciter : le PCF, à juste titre, sut s'allier dans le Front Populaire et après la Libération, avec des forces réformistes dont certains chefs rêvaient de le voir supplanté : Léon Blum, Jouhaux, Guy Mollet, pensaient autant que Mitterrand en 1981 qu'il fallait détruire l'influence révolutionnaire : le seul qui y parvint fut le dernier, en profitant d'une alliance transformée en allégeance.

Autre exemple majeur qui ne toucha pas que la France, mais tous les continents après 1945, quand fleurirent partout les nationalismes contre les empires coloniaux. Anti-impérialistes, conséquents, il était logique aux communistes de s'allier avec eux jusqu'aux indépendances en Afrique, en Asie, du Vietnam à Alger. Et le PCF le fit, sans trop d'atermoiements, tout en sachant que tout nationalisme, qu'il soit algérien ou français, est irréductiblement

Copyright © Le Vénissian

différent de l'idéal marxiste, parce qu'il sacralise la nation, refuse les luttes de classes qui la traversent, opposant exploiteurs et exploités. Aujourd'hui, comme un lointain écho du dilemme, certains militants conscients à juste titre de devoir défendre la nation française niée par l'Europe supranationale, franchissent un pas de trop quand ils n'hésitent pas pour cela à chercher des appuis auprès de politiciens « souverainistes », nationalistes français ou autres, conservateurs flirtant avec la droite extrême.

- Gageons enfin qu'il faudra bien, pour remettre sur pied une force communiste active, en finir avec cette mythologie de l'unité sans contenu, concrétisée dans les défilés de salariés depuis longtemps par ce slogan inoffensif qui remplaça peu à peu les drapeaux rouges : « tous ensemble, tous ensemble, ouais !!! ». Vaste programme qui ne fait guère frissonner les actionnaires et Sarkozy, quand l'unité de tous les syndicats consiste à s'accorder sur celui aux demandes les plus anodines.

- Rêve utopique dira t'on, de ce neuf projet communiste. Quel progrès de l'humanité ne fut pas d'abord rêve fou ? La réalisation en sera certes difficile, et ne pourra venir que des intéressés, individus divers, plus familiers parfois d'anathèmes que d'analyses. Il ne pourra en aucun cas naître du ralliement de tous à l'un des groupes existants, mais il est simplement une nécessité pour l'avenir, un avenir possible, comme tout le prouve : en 1990, l'URSS et son glacis socialiste ont disparu, et privé de son lien matriciel, Cuba socialiste a connu des années de disette, en aliments, en transports, matériaux quotidiens. Nous étions alors nombreux à penser que la Révolution castriste allait mourir aussi, asphyxiée par la mort de l'URSS et le blocus odieux des USA. Nous nous trompions, le peuple cubain a tenu bon. Vingt ans après, malgré tous ses défauts, ses insuffisances, le socialisme est toujours là, et sert de phare à une bonne partie de l'Amérique en gestation, du Venezuela à la Bolivie. L'histoire des hommes est imprévisible ; elle peut enfanter le pire, mais le meilleur est aussi possible. Y compris dans de vieux pays fatigués par les siècles, la phrase de Saint Just peut résonner encore : « Le bonheur est une idée neuve en Europe », si nous y prenons peine

- Le chemin est encore rude, on n'en distingue pas l'issue. Il est le seul possible, et si ce nouveau manifeste, cent soixante ans après celui de Marx, peut aider à s'approcher des échéances, contribuer au débat nécessaire, il aura fait ce qu'il se promettait, rien de plus, rien de moins, modestement.

Certains amis trouveront la critique trop rude : il le fallait pourtant pour entamer une réflexion collective, qu'aucun de nous, surtout pas moi, ne saurait dire close. Seule la vérité est révolutionnaire, même si elle est une douleur, quand il s'agit de reconstruire un idéal blessé.

Cette incitation au débat d'avenir ne s'adresse pas d'abord aux politiciens professionnels, englués peu ou prou dans « l'establishment » politico-médiatique aux mains du capital ; tout « prolétaire » de bon sens peut parvenir à l'idéal communiste, tel que le définit ce texte écrit en 1949 pour la revue étasunienne, « Monthly Review » :

« Le moteur du profit, lié à la compétition entre capitalistes, est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital, et aboutit à des dépressions de plus en plus sévères. La concurrence débridée entraîne un énorme gâchis de travail. Il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces fléaux, c'est d'établir une économie socialiste accompagnée d'une éducation basée sur les priorités sociales. Dans une telle économie les moyens de production seraient la propriété de la société elle-même et seraient employés de manière planifiée ; cette économie ajusterait la production aux besoins de la communauté, répartirait le travail entre tous ceux qui sont en état de travailler et garantirait les moyens de vivre à tout homme, femme ou enfant ».

A ce texte méconnu du grand physicien Albert Einstein, citoyen engagé, qui, à d'autres occasions, fit preuve de moins de pertinence politique, les communistes du 21ème siècle n'ont rien à ajouter.

Copyright © Le Vénissian

Ces préceptes fondamentaux suffiront à redonner vie au parti communiste de France, qu'exige le siècle nouveau : la tâche nous incombe, il n'est que temps que se lève le jour.

Mais la France n'est pas seule au monde ; l'internationalisme des communistes d'autrefois, aujourd'hui oublié, ne sera pas seulement demain un devoir impérieux, il sera aussi un besoin. Chaque nation aura à coeur de découvrir en elle-même les chemins singuliers d'une renaissance communiste nécessaire : elle manque aux peuples d'aujourd'hui. Tant mieux si nos démarches leur sont parfois utiles, l'essentiel du travail ne relève que d'eux, armés par leur histoire d'une identité spécifique.

Ce siècle est fort désespéré, mais il n'a pourtant que dix ans. Il lui reste le temps de « changer de base », et d'accoucher enfin du rêve des Communards parisiens de 1871, « la République Universelle de la Justice et du Travail », la fraternité des nations libérées de l'exploitation.

Copyright © Le Vénissian